

PARTENAIRES

CANON
PARIS MATCH
NATIONAL GEOGRAPHIC
CHOC HEBDO
ELLE
PHOTO
FRANCE INFO
FRANCE BLEU ROUSSILLON
AIR FRANCE
ADOBE
APPLE
OBJECTIF BASTILLE
SAIF
FOTOWARE
CENTRAL COLOR
DUPON
e-CENTER
FENÊTRE SUR COUR
JANVIER
PICO
PUBLIMOD
REV'FIX
CCI DE PERPIGNAN ET DES P.O.
REGION LANGUEDOC ROUSSILLON

SOMMAIRE	P. 1
EDITO GUY PERON	P. 2
EDITO JEAN-FRANÇOIS LEROY	P. 3
AGENCES / COLLECTIFS	P. 4/5
RENDEZ-VOUS	P. 6
LES SOIREES	P. 7
VISA D'OR ET PRIX	P. 8/9/10
COLLOQUE	P. 11/12
EXPOSITIONS / LIEUX	P. 13/14
ATWOOD JANE-EVELYN	P. 15
BAWAYAH RAED	P. 16
BENDIKSEN JONAS	P. 17
BERRY IAN	P. 18
BOLLENDORFF SAMUEL	P. 19
CARE – GRAND PRIX	P. 20/21
COLE CAROLYN	P. 22
DE VIGUERIE VÉRONIQUE	P. 23
DHERBEYS AGNÈS	P. 24
DILKOFF DIMITAR	P. 25
GUTTENFELDER DAVID	P. 26
HADJ ERIC	P. 27
HALSTEAD DIRCK	P. 28
HICKS TYLER	P. 29
KONTOS YANNIS	P. 30/31
LAGOUTTE STÉPHANE	P. 32
MASOOD AHMAD	P. 33
MAXIMISHIN SERGEY	P. 34
NICKLEN PAUL	P. 35
PETTERSSON PER-ANDERS	P. 36
SADIN LIZZIE	P. 37/38
SCHAEFFER BENOÎT	P. 39
STANMEYER JOHN	P. 40
STOCK DENNIS	P. 41
SUBOTZKY MIKHAEL	P. 42
SY HADY	P. 43
TURINE GAËL	P. 44/45
PRESSE QUODITIENNE INTERNATIONALE	P. 46
WORLD PRESS PHOTO	P. 47/48
ORGANIGRAMME	P. 49
PARTENAIRES	P. 50/51

Visa pour l'Image a 19 ans...

Toutes ces années ont été consacrées à la mise en avant d'une certaine analyse photographique des événements de ce monde, qui tend à aller au-delà de celle diffusée par les médias traditionnels.

Certains trouveront cette attitude provocatrice. Mais c'est justement le but recherché, car seule cette ligne directrice permettra de dénoncer les acteurs nocifs de la planète.

Visa pour l'Image est une manifestation soutenue par près de 4 000 professionnels venant de tous les pays. Elle fêtera en 2007 son trois millionième visiteur, ce qui prouve son rayonnement international et son ampleur croissante.

Visa pour l'Image n'est pas un festival "paillettes" et doit continuer à dénoncer tous les événements dramatiques, qui malheureusement ne cessent de se multiplier, l'esprit d'humanisme et de tolérance étant trop souvent ignoré et ce pour tous motifs (ethnique, religieux, économique, politique, ambition personnelle...).

Ainsi chaque jour des millions de victimes innocentes sont exterminées, maltraitées, embrigadées...

Visa pour l'Image mène aussi le combat pour la défense d'une profession menacée dans son ensemble par des restructurations et à titre individuel par les prises d'otages de plus en plus fréquentes qui menacent les photographes et les journalistes dont la seule culpabilité est de rechercher la vérité sur le terrain malgré les dangers encourus.

Loin d'être inconscients, ils ne font que leur métier, et nous nous devons de condamner cette atteinte à la liberté.

Visa pour l'Image se veut une manifestation engagée, mobilisée sur les valeurs fondamentales du respect de l'individu.

Soyez-en sûrs, elle ne déviera pas de cet objectif.

Guy Peron
juin 2007

A Visa pour l'Image, nous avons toujours affirmé que nous n'aimions pas le "people". Désolés ! Nous avons tort. Il faut reconnaître notre erreur. Au moins, les photographes qui font des portraits de people ont-ils du talent.

Cette année, en matière de photojournalisme, une grande tendance: la "people-isation" de l'info. Les photographes ne savent plus comment montrer les SDF, les militants, les combattants, les soldats, les femmes violées, les enfants de victimes, les parents de victimes, les paysans, les boxeurs, les prostitués, les transexuels, les orphelins, les immigrants, les drogués, ou toute autre catégorie socio-professionnelle, culturelle, religieuse, politique... Alors quoi ? On fait des portraits.

Fatigués ! Nous sommes fatigués de devoir regarder avec un air compatissant et enthousiaste tous ces improbables dossiers, semblant tout droit sortis d'une vieille cabine de Photomaton. Des portraits. L'Histoire, par le tout petit bout de la lorgnette... Des photos posées, ou même pire, imitations de photos pour passeport, qui ne veulent rien dire. Absence totale de réflexion, d'imagination.

Les photographes se plaignent souvent de la presse. Mais quand plus de 150 d'entre eux nous proposent les mêmes portraits de SDF à Paris, qu'espèrent-ils donc ? C'est vrai, les journaux sont de plus en plus demandeurs de portraits.

En allant dans leur sens, les photographes finissent par nous donner une image uniformisée, aseptisée. Et ennuyeuse. Tellement ennuyeuse....

Alors, à Perpignan, nous allons essayer d'en sortir. Pour tenter de faire réagir.

Et surtout, pour montrer qu'il existe encore des photographes. Pas seulement des portraitistes.

Jean-François Leroy

16 avril 2007

REZ-DE-CHAUSSÉE

Canon

Apple

1er Etage - ESPACE COLLECTIFS

Aïna

Argos

Bar Floréal

Collectif Est

Cooperativa Sub

Documentography

Kamera

Libre Arbitre

Luna Photos

Nophoto

Odessa

Olhares do Morro

Ostkreuz

Pixsil

Tendance Floue

Temps Machine

Transit

World Information Ressources

Abaca

Agence France Presse

Andia

ANJRPC Freelens

Associated Press

Anzenberger

Contrasto

Corbis

Cosmos

Deadline

Digital Railroad

European Pressphoto Agency

Eyedeia

Fedephoto

Fotofinder

Gamma (Eyedeia)

Getty Images

Grazia Neri

Hgm Press

Hoa-Qui (Eyedeia)

Hollandse Hoogte

Jacana (Eyedeia)

Keystone (Eyedeia)

laif

Magnum Photos

Oeil Public

OnAsia

PA Photos

Picturetank

Pixoclock

Pixpalace

Polaris

Rapho (Eyedeia)

Rea

Redux Pictures

Reuters

Roger-Viollet

Scanpix

Sipa Press

Studio X / Studio B

Top (Eyedeia)

Veras Images

VII

Visual

Vu

World Picture Network

Adobe

Objectif Bastille

Cette liste est non exhaustive.

RENCONTRES AVEC LES PHOTOGRAPHES (cf agenda disponible à l'Hôtel Pams et au Palais des Congrès)

- Salle Charles Trenet (Palais des Congrès), tous les matins du lundi 3 au samedi 8 septembre (entrée gratuite), rencontres avec les photographes. Ces rencontres sont animées par Caroline Laurent et Lucas Menget.
- Hôtel Pams, tous les jours, l'Association nationale des Iconographes (ANI), reçoit les photographes indépendants qui veulent présenter leurs reportages. Accueil du 3 au 8 septembre, de 10h à 13 et de 15h à 18h (badge obligatoire).
- Couvent Sainte Claire, du jeudi 6 au samedi 8 septembre, de 15h à 18h, les photographes de Magnum Photos reçoivent les photographes désirant montrer leurs reportages.
- Couvent des Minimes, les photographes dédicassent leur livre.

TABLE RONDE ELLE MAGAZINE

Le magazine Elle organise le vendredi 7 septembre à 18 heures au Palais des Congrès, une table ronde ouverte au public autour du thème :

Vie privée - vie publique : les politiques peuvent-ils tout montrer ?
Les journalistes doivent-ils tout dire ?

A l'heure de la communication maîtrisée, où se situe dans les médias la ligne jaune entre le respect du droit à la vie privée des hommes et des femmes publics et le devoir d'informer ? Quand - et pourquoi - faut-il ou non la transgresser ? Autour de Valérie Toranian, directrice de la rédaction de Elle, nos invités, journalistes politiques, directeurs de rédactions de grands journaux, témoins et public s'interrogent et débattent sur la question, entre information, censure et auto-censure.

COLLOQUE

Le colloque est ouvert à tous. Il a lieu les 6 et 7 septembre 2007, de 15h à 17h30, au Palais des Congrès (salle Charles Trenet).

Entrée libre.

Voir page 11.

Du 3 au 8 septembre 2007, à 21h45, au Campo Santo.

Les soirées de Visa pour l'Image retracent les événements les plus marquants de septembre 2006 à août 2007.

Chaque soir, du lundi au samedi, les projections débutent par une "chronologie" retraçant 2 mois d'actualité de l'année écoulée. Sont ensuite développés différents sujets et points de vue liés aux faits de société, aux conflits, ceux dont on parle et ceux que l'on tait, aux différents constats de l'état du monde.

Visa pour l'Image propose aussi des "rétros", retour sur des faits ou des personnalités majeurs de l'Histoire. Les différents prix Visa pour l'Image sont également remis lors de ces soirées.

Principaux sujets que nous traiterons dans les soirées :

- **Ecologie** : le réchauffement et les désordres climatiques, la pollution, la raréfaction des ressources indispensables à la vie
- **Afghanistan d'aujourd'hui**
- **Hommage à James Brown**
- **Inde** : pays en mutation économique
- **Papon** : collaboration et milice
- **Pinochet** : rétrospective sur la dictature chilienne
- **Amérique Latine** : les nouveaux pays de gauche
- 20 ans de **Studio Magazine**

Et bien sûr, nous reviendrons sur les principaux événements liés à l'actualité des différentes parties du monde :

L'**Afrique**, ses discriminations économiques et sociales, ses conflits intérieurs, mais aussi ses rites et ses traditions.

La **Chine**, où l'exode rural entraîne une explosion démographique des villes, assortie d'une pollution sans cesse plus inquiétante. De la Mandchourie au désert de Gobi, vues sur la grande puissance économique et son milliard trois de citoyens.

L'**Irak**, où la mort de Saddam Hussein n'a rien réglé, au contraire.

Les **Etats-Unis**, au cœur des traditions et des revendications identitaires.

Dans l'ensemble **Liban-Israël-Palestine**, la guerre de l'été dernier est apparemment finie, mais elle continue de manière moins visible : luttes d'influences entre différentes factions au Liban, avec attentats et assassinats à la clé, affrontements intra-palestiniens etc...

Mais aussi, et toujours, le **Cambodge**, la **Croatie**, le **Caucase**...

Le festival Visa pour l'Image remet chaque année 3 Visa d'or et 3 autres Prix :

- le **Visa d'or de la presse quotidienne internationale**, lors de la soirée du jeudi 6 septembre 2007;
- le **Visa d'or magazine**, lors de la soirée du vendredi 7 septembre 2007;
- le **Visa d'or news**, lors de la soirée du samedi 8 septembre 2007.

Les Visa d'or récompensent les meilleurs reportages réalisés entre septembre 2006 et août 2007.

Nominés Visa d'or Arthus-Bertrand 2007

Visa d'or catégorie "**magazine**"

- Jane Evelyn Atwood / Distribution Vu – Contact Press Images : Haïti
- Samuel Bollendorff / Œil Public : Chine
- Diane Grimonet / Fedephoto : 100 photos pour sans droits
- Lizzie Sadin : Mineurs en peines...
- Per-Anders Pettersson / Getty Images : Soweto

Visa d'or catégorie "**news**"

- Michael Kamber / The New York Times : Irak
- Benoît Schaeffer : Somalie
- Kadir van Lohuizen : Tchad

Visa d'or catégorie "**presse quotidienne internationale**"

Voir liste des participants en page 46.

Les trophées sont une création des ateliers Arthus-Bertrand.

Prix du jeune reporter de la Ville de Perpignan

Le Prix du jeune reporter a été créé en 1995.

Ce prix distingue un jeune talent et lui permet de finaliser son projet.

Ce prix est doté par la Ville de Perpignan de 8.000 euros et est remis lors de la soirée du **vendredi 7 septembre 2007**.

Après l'exposition de Tomas van Houtryve (lauréat 2006), pour son travail sur la rébellion maoïste au Népal, nous présentons dans le cadre de Visa pour l'Image, le travail du lauréat 2007, **Mikhael Subotzky (Magnum Photos)** sur le crime et les prisons en Afrique du Sud.

La sélection des nominés des Visa d'or magazine et news est déterminée par :

Tina Ahrens / Geo - Etats Unis
Debora Altman / Le Figaro - France
Daphné Angles / The New York Times - France
Pepe Baeza / La Vanguardia - Espagne
Olga Blohina / Itogi - Russie
Armelle Canitrot / La Croix - France
Barbara Clément / Elle - France
Jimmy Colton / Sports Illustrated - Etats Unis
Andreïna de Beï / Sciences & Avenir - France
Frédérique Deschamps / Le Monde - France
Jean-François Dessaint / France
Cyril Drouhet / Le Figaro Magazine - France
Ruth Eichhorn / Geo - Allemagne
David Friend / Vanity Fair - Etats Unis
MaryAnne Golon / Time Magazine - Etats Unis
David Griffin / National Geographic Magazine - Etats Unis
Magdalena Herrera / National Geographic Magazine - France
Xavier Jubierre / El Periodico - Espagne
Tom Kennedy / WashingtonPost.com - Etats Unis
Romain Lacroix / Paris Match - France
Catherine Lalanne / Le Pèlerin - France
Pierre Langlade / Le Nouvel Observateur - France
Volker Lensch / Stern - Allemagne
Natasha Lunn / The New Yorker - Etats Unis
Michelle McNally / The New York Times - Etats Unis
Michel Philippot / Le Monde 2 - France
Lello Piazza / Airone - Italie
Andrew Popper / Business Week - Etats Unis
Olivier Querette / Ça m'Intéresse - France
Michael Rand - Grande Bretagne
Sylvie Rebbot / Géo - France
Janet Reeves / Rocky Mountain News - Etats Unis
Monica Rettschnick / Frankfurter Allgemeine Zeitung - Allemagne
Kathy Ryan / The New York Times Magazine - Etats Unis
Rudiger Schrader / Focus - Allemagne
Svyatoslav Shcherbakov / Kommersant - Russie
Marc Simon / VSD - France
Roger Tooth / The Guardian - Grande Bretagne
Dan Torres / Matin Plus - France
James Wellford / Newsweek - Etats Unis
Zana Woods / Wired Magazine - Etats Unis

Grand Prix 2007 CARE International du Reportage Humanitaire

AUTRES PRIX

Depuis 2003, le Grand Prix CARE International du Reportage Humanitaire est parrainé par sanofi-aventis. Il est remis lors de la soirée du **jeudi 6 septembre 2007** à **Jean Chung (World Picture Network)** pour son travail sur la mortalité maternelle en Afghanistan. Tous les ans, 25 000 femmes meurent en Afghanistan, soit une femme toutes les 27 minutes.

CARE est présent en Afghanistan depuis 1961 et, en travaillant avec les femmes, y mène des projets de lutte contre la pauvreté.

Pour tout renseignement sur ce prix, ou pour en obtenir le règlement complet, merci de bien vouloir s'adresser à :

CARE France - Martine Czapek - Alexandra Banget-Mossaz
71, rue Archereau, 75019 Paris
Tél : +33 1 53 19 89 83 - 89 / fax : +33 1 53 19 89 90
e-mail : gprh.carefrance@gmail.com
www.carefrance.org

Prix Canon de la femme photojournaliste

décerné par l'Association des Femmes Journalistes
et soutenu par Le Figaro Magazine

Pour la septième année consécutive, Canon France et l'Association des Femmes Journalistes (AFJ) décerneront le Prix Canon de la femme photojournaliste.

Les candidates sont jugées sur présentation d'un projet de reportage et de réalisations précédentes. La lauréate, **Axelle de Russé (Abaca)** pour son projet sur le retour des concubines en Chine, reçoit son prix d'un montant de 8.000 euros, lors de la soirée du **samedi 8 septembre 2007**.

Après Magali Delporte (2001), Sophia Evans (2002), Ami Vitale (2003), Kristen Ashburn (2004) et Claudia Guadarrama (2005), nous exposons cette année le travail de Véronique de Viguierie / World Picture Network (lauréate 2006) sur le retour des Taliban en Afghanistan.

Pour obtenir les renseignements :

- AFJ : canonafjprix@club-internet.fr
www.canonafjprix.com
- Canon France : Pascal Briard / pascal_briard@cci.canon.fr
Claire Cesbron / claire_cesbron@cci.canon.fr
www.canon.fr

Le colloque est ouvert à tous. Il a lieu les 6 et 7 septembre 2007,
de 15h à 17h30, au Palais des Congrès (salle Charles Trenet).
Entrée libre.

Images - Informations - Savoirs

Depuis six ans, nous nous rencontrons pour débattre des conditions de production et de diffusion de l'image et de sa perception par le public auquel elle est destinée. La session de cette année sera animée par Jean Lelièvre et Patrick Apel Muller. Elle comportera deux volets complémentaires :

1/ "Crise de la presse et/ou crise du photojournalisme ?"

Jean François Leroy s'interroge dans son édito sur ces images - aseptisées, uniformisées - qui nous sont de plus en plus proposées pour les expos et les soirées.

Et si cela s'inscrivait dans une crise de la communication, de la production de symboles, et plus largement dans une crise de l'échange et du sens soumis l'un et l'autre à la marchandisation ?

Le photojournalisme n'est-il pas le premier exposé quand la presse écrite est menacée, quand l'information n'a plus de prix puisqu'elle est gratuite ou soumise au désir de qui la reçoit (mais aux desiderata de qui la finance) ? Ou bien faut-il accuser une évolution des technologies ?

L'évolution de la presse semble condamner les innovations et les risques, les entreprises de collectifs solidaires (agences de presse, magazines indépendants, exigences de recherche...), l'ambition d'interroger le monde et son cours. Est-il possible de contrarier cette évolution ? A quelles conditions ? A quel prix ?

La photo "téléphone mobile" prise sur chaque événement dans l'instant n'a-t-elle pas la vertu d'échapper à bien des censures et de contraindre le photojournalisme à approfondir les questionnements sur l'actualité ? Est-elle une contradiction apportée à une "photographie embarquée" et à une "information socialement embarquée" ?

Comment la réduction des moyens dont disposent les équipes journalistiques - rédactions et services photo - assèche la créativité, la contradiction nécessaire des regards.

Le photojournalisme comme la presse en général ont-ils un sens si, comme le théâtre selon Vitez, ils ne divisent pas le public entre partisans et opposants ? La recherche d'une vraie diversité des regards et des points de vue - et donc la revendication de leur existence - n'est-elle pas la planche de salut ?

A condition d'échapper aux censures.

2/ “Censures”

Les techniques de manipulation de l'information quotidiennement employées sous nos yeux sont multiples et extraordinairement intelligentes. Elles s'attaquent à toute la chaîne de l'information, textes, images fixes ou animées.

On ne censure plus, on “gère la perception” du public. D'abord, cacher la vérité. Si la vérité apparaît, contrôler les sources et faire pression sur les médiateurs capables de la relayer, les menacer, les terroriser, les séduire, les acheter. Si la vérité est diffusée par les médias, contrôler l'impact sur l'opinion et tout mettre en œuvre pour qu'elle ne soit pas entendue, et surtout qu'elle ne crée pas une émotion populaire.

Le citoyen, comme le consommateur, est manipulable pour peu qu'on sache appuyer sur les bons boutons.

Intervenants :

Les sujets sont abordés dans l'ordre.

Participent aux débats et échanges des deux journées :

- Yves Michaud, philosophe, créateur de l'Université de tous les savoirs ;
- Patrick Apel Muller, rédacteur en chef de l'Humanité ;
- Paul Moreira, journaliste, créateur de l'émission de Canal + “90 minutes”, auteur du livre “Les nouvelles censures” ;
- Lorenzo Virgili, photojournaliste, administrateur de l'Anjrpc Freelens ;
- Kadir van Lohuizen, photojournaliste ;
- Scott Thode, directeur photo adjoint de Fortune Magazine ;
- Jane-Evelyn Atwood, photojournaliste.

Haïti

Si beaucoup de photographes se sont rendus en Haïti dans les années 80, après des coups d'Etat répétés et une situation d'une extrême violence, seuls y vont aujourd'hui des photographes "news", rapportant des images faites à Port-au-Prince, dans la Cité du Soleil, où violence, morts d'hommes et prises d'otages sont fréquents. Je suis allée partout ailleurs et dans plusieurs endroits, entre 2005 et 2007, m'intéressant à la grande masse des gens qui vivent en Haïti, ce qu'on pourrait appeler "le peuple haïtien", ceux qui subissent les conséquences d'années de dictature, de corruption, et de déforestation de leurs terres.

Dans un climat d'insécurité et de terreur, je n'ai pas cherché à photographier des choses stéréotypées comme le vaudou ou la violence, mais plutôt la vie quotidienne d'un peuple ravagé et misérable, mais incroyablement vivant. Parce que, comme toujours, la majorité de la population haïtienne n'a rien à voir avec les événements tragiques et sanglants de ces dernières années. J'ai voulu savoir à quoi ressemblait sa vie.

Je travaille habituellement en noir et blanc, mais ici la couleur s'est imposée comme une obligation naturelle. Dès le début, j'ai su qu'il fallait parler d'Haïti d'une façon différente et nouvelle.

Plus qu'un travail sur un pays, il s'agit pour moi d'un défi de couleurs, de lumières, d'ombres et de contrastes, pour pouvoir saisir toute la sensualité d'un peuple étonnant et sauvage qui continue à vivre, envers et contre tout, dans un pays considéré à juste titre comme l'un des plus pauvres de la planète.

Jane-Evelyn Atwood

Commande du Centre National des Arts Plastiques - Ministère de la Culture et de la Communication.

Ces photographies ont été faites en Haïti en 2005, 2006 et 2007, aux Gonaïves, à Jérémie, Port-de-Paix, Anse Rouge, Saint-Louis du Nord et Bassin Bleu.

Jane-Evelyn Atwood tient à remercier Action Contre La Faim, Paris Match, Central Color et l'Agence Vu pour leur soutien.



Jérémie, Haïti, janvier 2006 © Jane-Evelyn Atwood / distribution Vu (France) / Contact Press Images (Etats-Unis) pour Paris Match – Original en couleur



Jérémie, Haïti, janvier 2006 © Jane-Evelyn Atwood / distribution Vu (France) / Contact Press Images (Etats-Unis) pour Paris Match – Original en couleur

Vivre en Palestine

A peine sorti de l'adolescence, Raed Bawayah, qui fête ses 36 ans, semble avoir acquis la maîtrise des plus grands. Né dans un village, celui de Qutanna, à quelques encablures de Ramallah, ce jeune homme a fait de ce village même l'objet de son étude et un manifeste tant politique que social. Il y décrit l'état d'enfermement physique des enfants qui n'osent dépasser la cour familiale où se retrouvent parfois la chèvre, le lapin blanc et la mère de famille attentive et protectrice ; parfois, l'espace de quelques instants, ils s'aventurent au-delà et font de l'olivier ou des cyprès leur terrain de jeux, dans un espace très, voire trop restreint.

La même problématique est ainsi développée dans le sujet sur les travailleurs palestiniens, que la dureté des conflits et la situation économique contraignent à s'exiler en Israël pour vendre leur force de travail ; ils se retrouvent ainsi dans leurs moments de repos ou de pseudo solitude rassemblés dans des espaces exigus souvent indignes quant aux conditions d'existence.

Enfin le corpus le plus émouvant - on y retrouve sans doute le Depardon de San Clemente - concerne la description pudiquement intitulée "hôpital" et qui concerne les internés de l'hôpital psychiatrique, d'où émane un sentiment quasi métaphysique.

Nulle défaillance matérielle dans cet univers clos, mais la perception évidente d'une solitude et d'une misère psychologique qui reflètent l'enfermement moral de ce peuple en quelque sorte prisonnier sur sa propre terre.

Avec une grande délicatesse et une pudeur évidentes, Raed Bawayah dépeint ce quotidien qui lui est si proche, et pourtant qu'il dénonce tout en le chérissant.

Agnès de Gouvion Saint-Cyr

Inspecteur Général pour la Photographie

Commande du Centre National des Arts Plastiques - Ministère de la Culture et de la Communication.



Travailleurs palestiniens © Raed Bawayah



Village natal © Raed Bawayah

Les rêves de Dharavi.
Dans l'ombre de Mumbai.

Nous arrivons à un tournant dans l'histoire de l'humanité : en 2007, pour la première fois, la population urbaine de la planète va dépasser la population rurale. A peu près au même moment, le nombre de personnes vivant dans un bidonville atteindra le milliard, soit un citadin sur trois. Les Nations Unies estiment qu'au cours des prochaines décennies, la population mondiale des bidonvilles va doubler, si bien que le bidonville urbain deviendra l'habitat humain ayant le plus fort taux de croissance.

Ce reportage nous fait parcourir Dharavi, un des plus grands bidonvilles de Mumbai (Bombay), et montre la misère au cœur d'une ville de plus en plus moderne.

Les bidonvilles ont toujours permis aux nouveaux arrivants de trouver leurs marques, de monter des affaires et de démarrer une nouvelle vie. Comme l'a écrit l'écrivain V.S. Naipaul : "Mumbai est une cohue". Ici, on s'entasse dans le moindre interstice. Dharavi compte d'innombrables quartiers d'artisans, de commerçants et de petites entreprises. On dit qu'ici bat le cœur de la ville. Des ateliers clandestins de confection aux immenses installations de recyclage de déchets, Dharavi est une fourmilière dont la contribution annuelle à l'économie s'élève à 500 millions de dollars.

A dire vrai, la plupart des mégalo-poles de la planète ne sauraient se passer de leurs bidonvilles qui hébergent tant de rouages logistiques qui font tourner ces grandes villes.

Aujourd'hui, environ un million de personnes vivent et travaillent à Dharavi qui est au cœur d'une véritable lutte entre les résidents qui s'y sont construits une vie, et les urbanistes qui souhaitent réhabiliter ces quartiers à haute valeur foncière. Si ces projets sont mis en œuvre, Dharavi sera complètement rasé.

Alors, que signifie être un citadin sur la planète Terre au 21^{ème} siècle ? Pour de plus en plus de gens, il s'agit de vivre dans un des nombreux Dharavi du globe.

Jonas Bendiksen



Dharavi © Jonas Bendiksen / Magnum Photos pour National Geographic Magazine – Original en couleur



Dharavi © Jonas Bendiksen / Magnum Photos pour National Geographic Magazine – Original en couleur

Des enfants esclaves au Ghana.

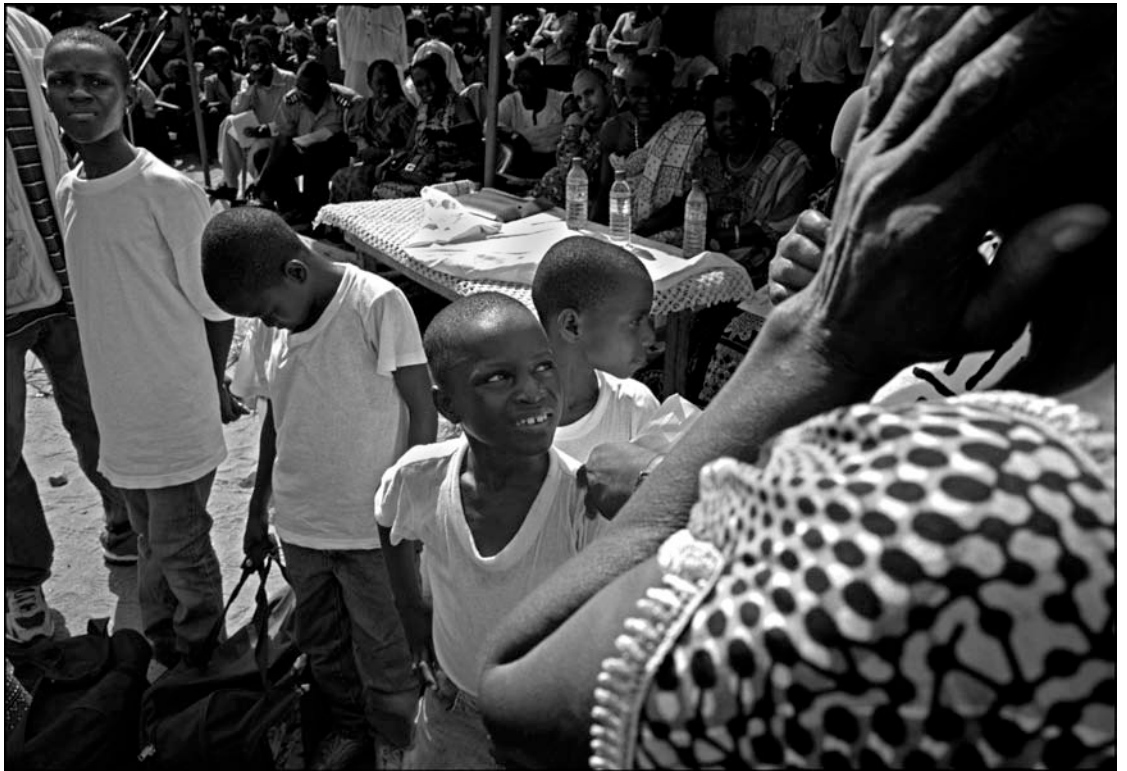
Au Ghana, autour du lac Volta, des enfants de 4 ou 5 ans parfois sont vendus par leurs parents aux pêcheurs locaux. Cette pratique sévit dans la région depuis des siècles. Agiles de leurs doigts, les enfants sont utiles aux pêcheurs qui les emploient, entre autres travaux, à démêler leurs filets. Vendus comme esclaves, ils ne reçoivent aucune éducation, travaillent des heures d'affilée, ne sont généralement pas bien traités et vivent des restes de nourriture des adultes. Un pêcheur en emploie entre deux et quatre. Ian Berry les a rencontrés en compagnie de George Achibra - un ancien instituteur local qui s'est donné pour mission de faire comprendre à ces pêcheurs qu'il faut traiter ces enfants autrement, tout en insistant sur la nécessité de les éduquer et de les garder en bonne santé. Ces derniers mois, il s'est engagé dans un processus de discussion avec eux, visant à les convaincre de lui confier la garde des enfants. Cependant il reste confronté au problème d'une compensation possible à leur offrir. L'Organisation Internationale du Travail lui propose une aide financière. George accueille les petits chez lui, il les héberge, les nourrit et les éduque pendant quelques semaines. Son but est de les restituer ensuite à leurs familles. La première opération de ce genre, concernant une douzaine d'entre eux, avait lieu au moment de la visite de Berry. Les enfants redoutent, ce qui n'est pas surprenant, de retourner chez ces parents qui les ont vendus. Les familles, elles-mêmes, semblent consternées du retour des enfants, bouches supplémentaires à nourrir. L'Organisation Internationale du Travail leur fournit des sacs de vêtements et de nourriture à la restitution de leur progéniture, mais les parents semblent s'intéresser davantage à l'aide matérielle qu'aux enfants.

Ce reportage soulève de nombreuses questions : cette forme d'intervention n'est-elle pas trop naïve et n'est-elle pas une forme d'incitation pour les parents à vendre leurs enfants, sachant qu'ils bénéficieront de cette aide au moment de leur restitution ?

Ian Berry



Cape Coast, Ghana, 2007 © Ian Berry / Magnum Photos



Ekumkoano, Ghana, 2007 © Ian Berry / Magnum Photos

À marche forcée.

Chine : les oubliés de la croissance.

Oubliés de la croissance, trois quarts des cinq cents millions de paysans chinois vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté. Sans argent, les simples frais de scolarité deviennent inabordables. Près du tiers d'entre eux sont illettrés. Pour faire face, ils migrent à l'intérieur de leur propre pays, devenant des mingongs, des ouvriers migrants sans permis de travail.

Les mines de charbon, les grands travaux, les fabriques du monde entier, sont autant d'Eldorados pour ces paysans fuyant des campagnes millénaires dévastées par les pollutions industrielles.

Exploitée, déplacée, sans protection sociale, cette main-d'œuvre bon marché, à la merci des pouvoirs corrompus recommence chaque jour, au péril de sa vie, le "miracle économique chinois».

Enquête réalisée avec Abel Ségrétin.

Commande du Centre National des Arts Plastiques - Ministère de la Culture et de la Communication.

Merci au Laboratoire Processus qui a réalisé l'ensemble des tirages.

Merci à Sylvie Grumbach et Martial Hobeniche de m'avoir fait redécouvrir la Chine.

Merci à Olivia Colo pour la préparation des enquêtes.

Merci à Œil Public (Samia Marais, Aude Leroy, Camille Millerand).

Merci à Agnès de Gouvion Saint-Cyr (Ministère de la Culture), Barbara Clément et Isabelle Maury (ELLE France), Elena Ceratti (Grazia Neri), Maria Wood et Alice Gabriner (Time magazine) et Michel Philippot (Le Monde 2) pour leur aide.



Mines de charbon à Guijiao, Chine © Samuel Bollendorff / Œil Public – Original en couleur



Les ouvrières du Père Noël, Chine © Samuel Bollendorff / Œil Public – Original en couleur



Paris, le 18 juillet 2007

Jean Chung (World Picture Network)

Lauréate du Grand Prix CARE International 2007 du Reportage Humanitaire
pour son sujet :

**Mortalité maternelle en Afghanistan :
le pays où les femmes meurent en donnant la vie.**

Prix parrainé par



**GRAND PRIX
CARE**

Dans le cadre du Festival International du photojournalisme Visa pour l'Image-Perpignan, Jean Chung (World Picture Network) recevra, lors de la soirée projection du jeudi 6 septembre 2007, le **Grand Prix CARE International du Reportage Humanitaire**, (d'une valeur de 8000 euros). **Jean Chung a été choisie à l'unanimité** pour son reportage : **Mortalité maternelle en Afghanistan : le pays où les femmes meurent en donnant la vie.**

Le Grand Prix CARE du Reportage Humanitaire bénéficie du mécénat de sanofi-aventis depuis 2003, et du partenariat de Visa pour l'Image.

Le reportage de Jean Chung, réalisé à travers l'histoire d'une femme, illustre l'impact considérable du faible statut socioéconomique et du manque d'éducation des femmes sur la mortalité maternelle en Afghanistan, où **1 femme meurt toutes les 27 minutes.**

Depuis le début des années 60, **CARE est présent en Afghanistan**, où près de 70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. CARE y mène des projets d'éducation auprès des filles, d'accès à l'eau et d'assainissement, de développement agricole, ainsi que des projets d'urgence en réponse aux catastrophes naturelles ou aux conflits.

Le choix du jury composé de professionnels, dont Jean-François Leroy - président d'honneur -, illustre fidèlement la vocation du Grand Prix CARE : sensibiliser le public et les leaders d'opinion à des problèmes trop souvent oubliés ou cachés ; mettre en lumière les valeurs humanitaires dans le traitement des conflits et la dénonciation de l'extrême pauvreté ; symboliser les moments forts de l'actualité dans des pays où CARE intervient ; récompenser les photographes pour un travail de grande qualité et témoigner d'une réalité.

Quatre finalistes ont été sélectionnés :

- **Ruben Mangasaryan (Patker Photo) : Sombre vie en Arménie.**
- **Walter Astrada : la violence envers les femmes au Guatemala.**
- **Ed Kashi (National Geographic) : l'impact de l'industrie pétrolière sur les conditions de vie des populations dans le Delta du Niger.**
- **Zann Huizhen Huang (World Picture Network) : les enfants "sniffeurs" de colle au Cambodge.**

Nos précédents partenaires et lauréats :

2006	sanofi-aventis	Hazel Thompson
2005	sanofi-aventis	Juan Medina
2004	Sanofi-Synthélabo	Olivier Jobard
2003	Sanofi-Synthélabo	Florence Gaty
2002	Proxiserve	Anne-Laure Detilleux
2001	Carrefour Solidarité	Ad Van Denderen
2000	Maison Française, Groupe Moniteur	Yoav Lemmer
1999	Maison Française, Groupe Moniteur	Shafiqul Alam Kiron
1998	Blouin MacBain Foundation	Lizzie Saddin
1997	Blouin MacBain Foundation	Tom Stoddart

A propos du Grand Prix CARE du Reportage Humanitaire...

Créé en 1994, à l'initiative de CARE France, le **Grand Prix CARE International du Reportage Humanitaire** a pour objet de rendre hommage aux reporters photographes qui témoignent tout au long de l'année, des événements souvent tragiques qui frappent hommes, femmes et enfants.

Dans le cadre du Festival International du photojournalisme Visa pour l'Image - Perpignan, une conférence de presse sur le Grand Prix CARE International se tiendra jeudi 6 septembre à 11h00 au Palais des Congrès de Perpignan.

Le même soir, Jean Chung recevra le Grand Prix CARE International du Reportage Humanitaire 2007.

La lauréate, Jean Chung et Marina de Brantes, Présidente de CARE France, Vice-Présidente de CARE International, seront disponibles le 6 septembre pour des interviews.

Pour obtenir les photos du reportage de Jean Chung ou pour toute autre information sur le Grand Prix CARE International 2007 du Reportage Humanitaire, merci de contacter :

Martine Czapek - Directrice des Relations Publiques - CARE France

01 53 19 89 83 - 06 25 14 15 78 – czapek@carefrance.org

Alexandra Banget-Mossaz - Chargée de l'information - CARE France

01 53 19 89 89 – banget-mossaz@carefrance.org

CARE est une association de solidarité internationale non confessionnelle, apolitique et indépendante. Dans une démarche de développement durable, CARE aide et rend autonomes les plus démunis tout en protégeant leurs droits économiques et sociaux.



Quartier de Shohada, situé dans la province de Badakshan, Afghanistan, 21 mai 2007 © Jean Chung / World Picture Network – Original en couleur



Couvent des Minimes

Ils en ont trop vu : partout dans le monde des enfants en difficulté.

Les enfants sont des victimes silencieuses. Face à la guerre, la pauvreté absolue ou la catastrophe naturelle, ils s'agrippent à n'importe qui, mère, père ou autre, dans l'espoir de survivre. Ils sont souvent incapables d'appréhender les forces auxquelles ils sont confrontés.

Ayant couvert de nombreuses crises à travers le monde, j'ai pu photographier des enfants en souffrance à chaque escale. Je n'oublierai jamais Wilmer, petit hondurien de 6 ans endormi dans son sac poubelle, avec une brique pour seul oreiller. Je n'oublierai jamais les enfants de Cana, au Liban, tandis que l'on exhumait leurs corps sans vie d'un immeuble bombardé lors des affrontements de 2006, entre Israël et le Hezbollah. Ces visages d'enfants expriment leur peur et leur désespoir. Leur regard est un appel au secours. Ils en ont trop vu.

Carolyn Cole

CAROLYN
COLE



Bixoli, Mississippi, Etats-Unis © Carolyn Cole / Los Angeles Times – Original en couleur



Liban, 1er août 2007 © Carolyn Cole / Los Angeles Times – Original en couleur

Eglise des Dominicains

Lauréate du Prix Canon de la femme photojournaliste décerné par l'AFJ en 2006 et soutenu par le Figaro Magazine.

Afghanistan, Inch'Allah ?

Les Taliban sont de retour en Afghanistan. Contrôlant l'essentiel du sud du pays, ils sont en passe d'imposer un régime de substitution, une stratégie qu'ils avaient déjà déployée avant leur arrivée au pouvoir en 1996. Les forces britanniques, qui s'étaient lancées au début de l'été dans une chasse aux Taliban dans la région du Helmand, ont dû, devant l'ampleur de la résistance opposée, se résoudre à se retirer de certains districts, les abandonnant totalement aux mains des insurgés. Dans ces zones de non droit, la population, lassée du chaos et déçue par un gouvernement qui tarde à remplir ses promesses, s'est rangée du côté des combattants. Entre une démocratie jusqu'alors inefficace qui leur a été imposée par les occidentaux, et un régime taliban, à la fois gage de sécurité et référentiel plus accessible que le modèle occidental, les Afghans du sud du pays n'ont pas hésité. D'autant que pour donner corps au rêve démocratique, les forces étrangères abusent des frappes aériennes, faisant des centaines de victimes innocentes parmi les civils et des milliers de déplacés qui s'entassent dans des camps de fortune. Un sentiment d'injustice, couplé à une vie de misère, pousse la population à venir grossir les rangs des Combattants de Dieu.

Chez les Taliban, tout n'est pas figé : les préceptes évoluent, ainsi que le profil des nouveaux serviteurs d'Allah... Outre les immuables têtes pensantes basées au Pakistan et d'où proviennent les ordres du mollah Omar, les combattants sont désormais de jeunes paysans, souvent illettrés et convaincus de défendre une cause juste en se battant contre le Satan américain. Parfaitement intégrés dans la société afghane, ils font penser à une armée de réservistes, travaillant aux champs le jour, mais mobilisables sur un coup de téléphone, grâce aux portables fournis par les Taliban. D'où la difficulté pour les forces étrangères de les localiser et de les neutraliser, ainsi que de faire la différence entre Taliban et simples civils. Principales victimes de ces Taliban "nouvelle vague" : les femmes. Signe des temps, la burqa fait son grand retour ; les écoles de filles sont méthodiquement brûlées, leurs responsables directement pris pour cibles et une impitoyable chasse aux rebelles a commencé. Cette année, plus de 20 professeurs ont été sauvagement assassinés, 198 écoles ont été brûlées, plusieurs dizaines de femmes travaillant pour des ONG internationales ont été pendues et les rescapées sont régulièrement inquiétées par des lettres de menaces de mort. Rédigée par le mollah Omar, les Taliban ont même édicté une constitution en 30 points, qui interdit entre autres l'enseignement dispensé par le gouvernement, accusé de répandre les valeurs des "infidèles" de l'Occident. Un autre point refuse l'aide des ONG et promet la mort aux travailleurs sociaux.

Malgré ce régime de la terreur, certaines femmes téméraires tentent de résister, comme Faouzia qui en dépit des menaces, continue à veiller sur les intérêts des femmes de sa région du Helmand, ou encore Malalai Kakar et ses 17 "femmes flics" qui sillonnent Kandahar pour traquer les criminels et protéger leurs sœurs. Face à elles, les Taliban se sont lancés dans une offensive de grande envergure qui vise, au-delà d'une guérilla incessante et systématique contre les forces étrangères, la tenue des prochaines élections législatives, dans deux ans. Espérons que le mécontentement général et la xénophobie grandissante ne porteront pas à nouveau au pouvoir ces Taliban de la deuxième génération, qui, plébiscités par le verdict des urnes, deviendraient définitivement incontrôlables et auraient une capacité de nuisance immense.

Véronique de Viguerie

**VÉRONIQUE
DE VIGUERIE**



Kandahar, Afghanistan © Véronique de Viguerie / World Picture Network – Original en couleur



Kandahar, Afghanistan © Véronique de Viguerie / World Picture Network – Original en couleur

Timor oriental : les rêves brisés de l'indépendance

En février 2006, le maître d'école Salvador Sista – seul habitant du village d'Alienbata à vivre dans une maison en dur - me confiait que "la vie (économique) était quand même moins dure sous occupation indonésienne". Un sentiment d'amertume ahurissant et paradoxal, si l'on sait combien l'indépendance du Timor oriental a été chèrement et cruellement acquise. Le Timor a passé 4 siècles sous administration portugaise, et plus de deux décennies sous le joug féroce de l'armée indonésienne. Les efforts diplomatiques des timorais en exil, soutenus à l'intérieur par la vaillante guérilla indépendantiste Falintil ont fini par payer. Enfin! Le Timor célébrait son indépendance dans une exaltation contagieuse en 2002, après la transition onusienne.

Lors de mon premier voyage au début de l'année 2006, j'ai pourtant photographié un Timor appauvri, un Timor toujours sous perfusion internationale, un Timor où la beauté langoureuse du paysage et l'hospitalité des habitants ne dissimulent pas la déception des lendemains de l'indépendance.

Le pays est en effet confronté à d'énormes défis, manquant de tout - à commencer par une main-d'oeuvre qualifiée, alors que tout est à reconstruire et construire : des routes, des hôpitaux, des écoles. Mettre le pays sur la voix du développement en créant des emplois – alors que les secteurs économiques du pays sont presque inexistantes hors administration publique (60% de la population est au chômage, la moitié vit avec moins d'1 euro par jour). Inventer un système judiciaire et pénal. Canaliser l'ardeur d'une génération perdue : celle presque trop jeune pour se souvenir de l'occupation, éduquée dans des écoles indonésiennes, pourtant au chômage, et désormais perdue au milieu des énormes voitures 4x4 des ONG et de l'ONU.

Tant de frustrations, autant de suspicions, tellement de pauvreté... Les indicateurs étaient dans le rouge bien avant avril 2006 ; comme si le chaos n'attendait qu'une bonne excuse pour éclater. Ainsi, le départ de la moitié de l'armée F-FDTL - ceux de l'ouest du pays appelés les pétitionnaires qui se plaignaient de discriminations - a vite dégénéré en un conflit dit ethnique. Les violences entre la police et l'armée ont de facto laissé le pays sans aucune sécurité. Les gangs ont retrouvé toute leur vigueur des premiers jours de l'indépendance.

En mai 2006, j'ai retrouvé le Timor toujours frustré, mais désormais violent. Même si la problématique ethnique était une parfaite inconnue jusqu'ici, il faut bien admettre qu'au bout de centaines de maisons incendiées selon l'origine du propriétaire, et sans compter les 37 morts et 155 000 personnes (1/5ème de la population) forcées à se réfugier dans les camps, elle est bel et bien devenue réelle. La gravité de la situation a imposé le retour d'une force armée internationale, mandatée par l'ONU. La population s'est armée de machettes et de cailloux, pendant que les soldats australiens, malaisiens, ou néo-zélandais tentaient de confisquer les armes automatiques, restées ou entrées illégalement dans le pays.

Depuis, l'UNPOL, la police Onusienne composée de plus de trente nationalités est aussi revenue, garantissant une accalmie relative mais nécessaire pour la tenue des scrutins parlementaire et présidentiel de 2007. La vie dans les camps s'est normalisée, l'administration a d'ailleurs mis en place un système d'inscription sur les listes électorales pour ceux qui sont réfugiés trop loin de chez eux. La campagne de la présidentielle s'est déroulée dans une atmosphère explosive, symptôme des blessures encore fraîches du petit pays. Des supporters peints aux couleurs de leur candidat posaient fébrilement devant les caméras. Malgré tout, c'est pour un prix Nobel de la paix que le Timor a voté majoritairement : José Ramos-Horta. Peut-être tout un symbole exprimé dans ces résultats, comme l'avait été l'élection en 2002 de son prédécesseur, Xanana Gusmao le héros de la résistance.

En avril dernier, la journaliste Solenn Honorine citait un ancien guérillero Falintil : "Parfois je me dis que l'on n'était pas si mal sous l'occupation indonésienne. Oui, c'était la guerre, mais au moins on luttait ensemble au lieu de se battre entre nous". Une amertume qui rappelle les frustrations que me confiait Salvador Sista un an et demi avant... Sauf qu'aujourd'hui, le Timor n'est plus seulement pauvre. Il est divisé, incapable de se gouverner, ni d'assurer sa sécurité nationale.

Agnès Dherbeys



Village d'Alienbata, Timor oriental, février 2006 © Agnès Dherbeys /
Cosmos / Eve



Election présidentielle 2007, Timor oriental © Agnès Dherbeys / Cosmos / Eve

Chroniques de l'Est.

Dimitar Dilkoff déroule humeurs et espoirs des populations d'Europe de l'Est.

Quand on lui demande de nous commenter ses reportages, de replacer certaines photos dans leur contexte, Dimitar reste toujours avare de propos. Il a déjà tout dit à travers les lumières, les ambiances, les regards qu'il croise...

Chacune de ses photographies pose une interrogation :

Pourquoi le prêtre se retourne-t-il sur le bouquet dans le cœur d'une église déserte ?

Que font réunis ce prêtre orthodoxe et ce rabbin dans la synagogue de Sofia ? Et ce mélange improbable de mobilier de salon tenant compagnie aux légumes de la marchande ?

Il s'attache à conjuguer les détails et s'efforce de retranscrire les atmosphères.

Dimitar, au petit matin, découvre ce couple qui a tout perdu dans les inondations du Danube et qui ne parvient pas à contenir sa douleur.

Il va à la rencontre des montagnardes de Ribnovo, parées de guirlandes et de paillettes pour leur cérémonie de mariage qui ne se déroule qu'en hiver.

Lorsqu'il saisit dans une vitrine le reflet d'un policier turc au pied de la Mosquée bleue, il nous renvoie une image énigmatique.

AFP communication

**DIMITAR
DILKOFF**



Epiphanie, Bulgarie, 6 janvier 2007 © Dimitar Dilkoff / Agence France Presse – Original en couleur



Synagogue à Sofia, Bulgarie, février 1993 © Dimitar Dilkoff / Agence France Presse

La face cachée.

Je suis, de cœur, photographe d'agence.

Travailler pour Associated Press ces quatorze dernières années a fait de moi un voyageur permanent sur la piste des événements du monde. J'ai collaboré avec des équipes de talentueux confrères de AP, devenus depuis ma famille. Je me suis battu durement pour paraître en couverture et faire dire à mes photos des choses qui aient du sens. Ce rythme m'a convenu et le métier m'a réussi.

Pourtant, au fil des ans, j'en suis venu à penser que tenir les délais et faire les gros titres à tout prix et trop souvent m'obligeait à ignorer des instants et des sujets qu'il était difficile d'explicitier par des légendes. Le besoin d'une image immédiate, d'un impact immédiat, m'a souvent retenu de faire des photos qui laisseraient davantage de champ libre à l'interprétation. Dans le même temps, j'ai réalisé que c'étaient justement ces photos, ces instantanés du quotidien que l'on débusquait en marge du "sujet", qui se révélaient les plus attractifs et les plus durables.

A présent, je m'efforce d'entretenir ma propre vision, plus personnelle, de la photographie.

Le plus souvent, ces photos et ces travaux ont été réalisés pendant les trajets pour rejoindre ces missions du jour ou en revenir, parfois d'une fenêtre de voiture ou de l'arrière d'une moto.

Certaines ont été prises pendant mes navettes en train jusqu'au bureau, mes temps libres, mes promenades matinales avec mes filles. La plupart n'ont été montrées que lorsque je me suis trouvé suffisamment de confiance en moi pour oser le décalage.

Dans leur majorité, ces photos n'ont jamais été publiées. Pendant longtemps, ces images n'auraient pas été acceptables dans le cadre d'une activité strictement professionnelle. Mais les temps ont changé.

AP, la première, s'ouvre en permanence à des styles photographiques plus étendus et à des contenus plus larges.

Si l'agence maintient en effet son flux quotidien de photos, elle dispose de nouveaux services en ligne, étend son secteur de AP Images, et possède un bureau de distribution "enterprise desk" pour les projets à long terme.

Chaque jour, désormais, je m'efforce de cumuler les fonctions de photographe d'agence, de photographe d'hebdomadaire, de multimédia, de documentaliste en images. Certaines parmi les photos de cette exposition ont été exploitées dans chacun de ces formats.

Ces efforts pour dépasser toute définition étroite de notre profession, pour conserver intact mon intérêt pour le monde qui m'entoure et pour continuer à progresser en tant que photographe imprègnent mon travail tout entier. Tout ceci a contribué à rendre mon métier de photographe de presse plus gratifiant. En voici les résultats concrets exposés ici.

David Guttenfelder



Kaboul, Afghanistan, 26 février 2005 © David Guttenfelder / Associated Press



Beit Lahiya, Gaza, 8 juillet 2006 © David Guttenfelder / Associated Press

A 20 kilomètres de la tour Eiffel.

La Forestière est une résidence privée au coeur de Clichy-sous-Bois, construite dans les années 70 pour une population aisée. Elle est devenue, trente ans plus tard une des résidences les plus endettées de France, en raison de malversations liées à son administration. Les immeubles sont dégradés avec des problèmes de fuites en tout genre. Les rats rôdent dans les immeubles, les ordures jonchent les allées, seuls 4 ascenseurs fonctionnent sur 12 immeubles de 5 à 12 étages. Parfois il faut attendre plusieurs jours avant qu'ils ne soient réparés.

Près de 3000 personnes issues de l'immigration habitent La Forestière. 50% des personnes sont au chômage. Les jeunes sont victimes de discrimination à l'embauche, ce qui leur fait perdre toute motivation. Certains ont trois diplômes et enchaînent des stages qui ne mènent à rien ou à l'ANPE (Agence Nationale Pour L'Emploi). D'autres travaillent à la mairie en temps qu'animateurs pour enfants ou enchaînent les petits boulots.

A Clichy-sous-Bois, il n'y a pas de piscine, de cinéma, de commissariat, d'ANPE. Un seul bus rallie Clichy-sous-Bois au reste du monde, le 601. Il vous emmène à la ville voisine du Raincy, où l'on peut prendre le RER pour rejoindre le coeur de Paris ou encore le centre commercial de Rosny-sous-Bois. L'aller et retour pour Paris revient à presque 9 euros. Trop cher pour se payer un ticket tous les jours. Alors les jeunes passent leur temps dans la "Fofa", la "Forest", le "Ghetto", en jouant au foot dans le stade municipal ou à la Playstation devant la télé.

Chômage, échec scolaire et problèmes familiaux forment un terrain propice à la délinquance. La débrouille pour trouver de l'argent, l'échange des bonnes adresses pour ne pas payer les vêtements au prix fort : l'entraide est importante entre jeunes.

Ils forment une famille. Presque tous nés en France, ils trouvent injuste d'habiter ici. La conduite sans permis et le défaut d'assurance sont les délits les plus courants. D'autres commettent des délits plus graves, mais cela reste le fait d'une minorité. Très peu fument du haschisch, mais d'autres jeunes venant de cités voisines fument leur joint au pied de l'immeuble. Personne ne fumerait dans son immeuble au risque de rencontrer sa famille. Celui qui possède une voiture ou une moto a déjà beaucoup. Il peut se déplacer librement. Les deux roues sont précieusement garés sur le palier ou mieux encore sur le balcon.

En novembre 2005, la résidence s'enflammait comme les autres cités voisines après l'électrocution accidentelle de deux jeunes qui tentaient de fuir la police. A La Forestière très peu de voitures ont brûlé. Les jeunes ont préféré l'affrontement dans la rue. En un an, les boîtes aux lettres ont été remplacées, les toitures ont été refaites pour stopper les inondations, mais aux yeux des jeunes, rien n'a changé, il n'y a toujours rien à faire, c'est tous les jours dimanche.

Je remercie tous les habitants de La Forestière, pour leur hospitalité, leur gentillesse, et l'attention qu'ils ont portée à mon travail.

Eric Hadj



© Eric Hadj / Sipa Press pour Paris Match – Original en couleur



© Eric Hadj / Sipa Press pour Paris Match – Original en couleur

Moments in Time.

Peu de gens dans le domaine du photojournalisme peuvent se targuer d'être une "légende". Pourtant, Dirck Halstead en est bel et bien une.

A l'âge de 17 ans, il convainc Life Magazine de l'envoyer au Guatemala pour couvrir la guerre organisée par la CIA contre le leader communiste Jacobo Arbenz. Résultat : une double page dans le magazine et la publication d'une lettre promotionnelle la semaine suivante le qualifiant de "plus jeune photographe de guerre de Life".

Pendant ses 15 ans avec United Press International, il met en place le bureau photo UPI de Saïgon et passe deux années à le diriger et à photographier la guerre au Viêt Nam. Il est l'un des six photographes choisis pour accompagner le président Nixon lors de son voyage historique en Chine en 1972.

La même année, il signe un contrat pour rejoindre l'équipe de Time. Au cours des 29 années qui suivent, il fait des reportages partout dans le monde et finit par devenir le principal photographe de Time à la Maison-Blanche où il photographie tous les présidents américains de Kennedy à Clinton.

Outre son travail pour Time, entre les guerres et la Maison-Blanche, il tourne son objectif vers le cinéma et fait la campagne de plus d'une trentaine de grands films, contribuant ainsi à l'histoire de notre culture et parachevant une carrière remarquable. En 2002, il est nommé au poste de "senior fellow" au Centre d'histoire américaine de l'université du Texas à Austin, où il vit désormais.

A un âge où la plupart des gens prennent allègrement leur retraite, il décide de se placer à l'avant-garde du changement dans cette profession qu'il aime tant.

En 1997, il crée "The Digital Journalist", un magazine mensuel en ligne, destiné aux photojournalistes, lu par plus d'un million de lecteurs du monde entier. Il participe au lancement de "Video News International", une révolution dans le domaine de l'information télévisée, en enseignant aux photojournalistes à se servir des nouvelles caméras vidéo HI 8. En 1999, il met sur pied les ateliers "The Platypus Workshops", qui poussent ce concept encore plus loin. Il a déjà organisé 18 de ces ateliers de deux semaines qui visent à former les photojournalistes à la vidéo.

Depuis deux ans, du fait des mutations qui s'opèrent dans le monde des médias, ces ateliers attirent surtout la presse écrite qui reconnaît l'importance de former ses équipes à la vidéo pour ses sites Internet.

L'exposition Moments in Time est tirée de son livre publié cette année par Abrams. C'est un regard sur les grands tournants de la deuxième moitié du 20^e siècle.



La visite de Gorbachev à New York, NY, Etats-Unis © Dirck Halstead – Original en couleur



Viêt Nam, 1972 © Dirck Halstead – Original en couleur

Afghanistan.

Toute nation a tendance à voir ses guerres en termes de bien et de mal et celle qui sévit en Afghanistan ne fait pas exception. De notre côté - celui des Casques blancs - nous avons gagné la première étape de la guerre en 2001, mais cela n'avait fait que mettre en relief les complexités de la victoire.

En novembre 2001, j'accompagnais l'un des premiers contingents de l'Alliance du Nord (qui devaient reprendre Kaboul aux Taliban) au moment même où des soldats capturaient un Taliban blessé. Ils l'exécutèrent sans remords, pénétrés de quelque chose qui ressemblait étrangement à de l'exultation, avant de poursuivre leur mission vers le sud. Sur le moment, le fait qu'ils étaient militaires ne m'a pas semblé primordial. Mais ce qui m'a surtout frappé, c'est leur absence choquante d'humanité. Eux comme moi, comme l'homme qu'ils venaient d'abattre - nous étions tous des êtres humains. Ce fragile lien, déjà distendu par la peur et la précarité du paysage politique, sembla se rompre en cet instant de violence insensée.

La réalité qui s'est imposée à moi depuis ce jour-là, c'est que ceux qui tuaient ou allaient se faire tuer, agissaient non par amour du combat, mais parce qu'ils en avaient reçu l'ordre. Les vrais ennemis, ceux qui tiraient les ficelles et détenaient les comptes bancaires, ceux qui rédigeaient les ordres de déclencher la terreur, avaient disparu. Certains s'étaient enfuis vers l'est dans les zones tribales en bordure du Pakistan ou vers le sud dans les places fortes de Kandahar, tandis que d'autres étaient confortablement installés dans leurs bureaux impeccables de Washington, D.C. Je me suis demandé où étaient les vaincus, quel avait été le prix à payer par ceux que le conflit avait touchés. En fin de compte, le bien et le mal n'existent-ils peut-être qu'à travers des flux qui se rencontrent en permanence tandis que nous agissons sous les pressions du monde.

Six ans plus tard, il nous faut reconnaître qu'il n'y a pas de victoires éclair dans les guerres, alors que, dans le même temps, le coût en vies humaines augmente. Des libertés indiscutables ont été acquises depuis le début du conflit. Les femmes peuvent enfin travailler, faire des études ; l'élection présidentielle a eu lieu et la télévision et la musique sont de nouveau autorisées. La réalité du terrain demeure qu'en dépit de tout cela, il reste encore beaucoup d'Afghans mécontents, en majorité parmi les paysans des provinces reculées, qui se laissent persuader - de gré ou de force - par les combattants taliban qu'ils doivent les aider dans leur Jihad contre la Coalition soucieuse de ramener la paix dans la région. Cela peut aller jusqu'à armer les villageois et à les encourager à se battre, à les équiper de radios pour les prévenir de ses mouvements.

A la suite de ma première expérience aux côtés des soldats de l'Alliance du Nord, j'ai continué à photographier l'Afghanistan alors qu'il se dégageait peu à peu de la férule des Taliban. J'avais été témoin dans le pays d'un conflit devenu une affaire interne entre factions régionales en guerre. Six ans plus tard, j'ai pu observer la guerre du point de vue américain. Ce qui m'a le plus surpris, c'est de découvrir à quel point les Taliban avaient progressé en force, en influence et en nombre, au point qu'il paraît impossible de les éradiquer de la terre afghane. Pendant les deux semaines d'opération militaire dans la province de Zabul, dont les Taliban avait largement pris le contrôle, les américains (avec lesquels j'étais embarqué) tombèrent à deux reprises dans des embuscades lors d'attaques parfaitement orchestrées.

Au cours de ces dernières, trois hommes furent capturés et ils avouèrent leur implication avec les Taliban. Au cessez-le-feu, je vis ces trois hommes de près, ce qui me ramena six ans en arrière sur cette même route vers Kaboul. J'ai essayé de me mettre à leur place, jour après jour, au milieu de ces hautes cimes et de ces vergers boisés, à la merci d'une armée de guérilla dispersée à travers les quelques 300 000 kilomètres d'une campagne des plus hostiles de l'Afghanistan.

Cette guerre en Afghanistan se poursuivra aussi longtemps que les subtiles pressions souvent entachées de compromissions nous y maintiendront, ou jusqu'à ce qu'un nouveau cycle du bien ou du mal la remplace.

Tyler Hicks



Bagram, Afghanistan, 12 novembre 2001 © Tyler Hicks / The New York Times – Original en couleur



Shebertoo, Afghanistan, 5 décembre 2001 © Tyler Hicks / The New York Times – Original en couleur

L'utopie rouge, Corée du Nord.

La Corée du Nord est le pays le plus isolé de la planète. Le nom qui lui a été donné à travers l'Histoire, celui de «Royaume Hermite », semble plus pertinent que jamais. Bien à l'abri des murs d'un régime communiste dur, elle s'appuie sur la soumission totale de son peuple. Ce documentaire photographique a réussi à échapper à la censure. Ces images sont rares car elles ne sont pas passées par le filtre du régime. Fugitives, elles apportent leurs propres réponses à cette « énigme majeure » de l'Asie et mettent un peu en lumière ce pays qui, venant de procéder avec succès à son premier essai nucléaire, est devenu le centre de toutes les attentions.

La Corée du Nord est introvertie et insolite, elle vit dans un univers étrange où le temps semble s'être figé. Aux yeux d'un visiteur étranger, le pays tout entier est un anachronisme, image à l'exact opposé de celle que les dirigeants stalinistes souhaitent donner. À Pyongyang, on annonce indifféremment que le pays possède des armes nucléaires alors que, dans le même temps, des camions équipés de haut-parleurs traversent la capitale en diffusant des marches militaires, pour donner l'impression que la Corée du Nord est un fier guerrier qui bombe le torse.

Depuis 1948, époque à laquelle la République Démocratique Populaire de Corée a été fondée, le régime de type stalinien impose une idéologie autoritaire à son peuple. La guerre de Corée - l'ultime conflit de la guerre froide mais aussi le plus mortel -, s'est terminée en 1953, cependant l'armistice entre le Nord et le Sud reste encore très fragile. Le régime de Kim Il-Sung impose l'autarcie à ses citoyens qui doivent vivre selon les principes du « Juche », le dogme social qui a remplacé l'idéologie marxiste.

La Corée du Nord, seul pays au monde encore sous régime socialiste, est une destination interdite aux journalistes étrangers. Seulement un millier d'Occidentaux sont choisis tous les ans à travers différents pays pour visiter la Corée du Nord. A deux reprises, je me suis rendu en République Populaire Démocratique de Corée en tant que membre d'un petit groupe de touristes « du globe » et j'y ai séjourné dix-sept jours. Ayant eu également l'occasion de traverser des régions rurales dont je n'avais jamais vu de photos jusqu'à présent, il m'a semblé important de faire un reportage sur la vraie vie du pays. J'ai dû attendre plus de trois ans avant de trouver le moyen de me rendre en Corée du Nord, car toutes mes tentatives pour obtenir un visa en tant que journaliste avaient échoué.

Les photos de ce reportage ont été prises sous le contrôle sévère de trois personnes désignées par le régime et qui ont eu tout pouvoir sur mes velléités de photographier les aspects de la vie au quotidien en Corée du Nord. Dès l'instant où je suis arrivé, j'ai eu l'impression d'assister à une vaste comédie dans laquelle tous les citoyens rencontrés jouaient un rôle. Presque 80% de mes clichés ont été pris clandestinement en ayant recours à plusieurs stratagèmes pour ne pas attirer l'attention de mes gardiens.

J'ai souvent eu l'impression d'être un espion en recourant au déclencheur à retardement de mon appareil et généralement sans regarder dans le viseur, même lorsque j'étais dans l'autobus ou dans le train. J'ai essayé de capter l'ambiance du pays et, petit à petit, j'ai pu réunir suffisamment de matériel pour un reportage. Toutes les nuits, j'ai téléchargé en douce mes images sur mon Mp3, à l'insu de mon compagnon de chambre.

L'utilisation d'un équipement photo et vidéo en République Populaire Démocratique de Corée est très restreinte et source de beaucoup de problèmes. Les appareils professionnels sont interdits, de même que les objectifs de plus de 150mm, les caméras vidéo, les ordinateurs et les téléphones portables. J'avais emporté deux petits appareils, l'un numérique, l'autre analogique, qui marchaient bien outre qu'ils étaient très silencieux. La plupart du temps, ils étaient cachés au fond de mon sac et je n'étais libre de les sortir qu'au moment où je me trouvais devant un panorama touristique. Devant la statue du Grand Leader, nous avons dû nous incliner et le guide nord-coréen nous a imposé notre façon de photographier le monument. « Quand vous photographierez la statue de Kim Il-Sung, elle devra figurer en entier sur le cliché ; aucune photo de profil ou de dos. »

En conclusion, je dirais que mon histoire en dit long sur la façon dont se présente devant l'objectif un pays qui, récemment, annonçait au monde être en possession d'un arsenal nucléaire, et sur sa façon d'exploiter l'événement au moyen d'une mise en scène de propagande aux acteurs bien choisis.

Yannis Kontos

VISA
POUR L'IMAGE
PERPIGNAN

Canon

PARIS
MATCH

NATIONAL
GEOGRAPHIC

Choe
1980s

ELLE

PHOTO

info **bleu**
roussillon



CCI
de Perpignan et des P.O.

la Région
Languedoc
Roussillon



Corée du Nord © Yannis Kontos / Polaris / Deadline – Original en couleur

VISA
POUR L'IMAGE
PERPIGNAN

Canon

PARIS
MATCH

NATIONAL
GEOGRAPHIC

Choe
france

ELLE

PHOTO

info
france
bleu
roussillon



CCI
de Perpignan et des P.O.

la Région
Languedoc
Roussillon



Pyongyang, Corée du Nord, 2005 © Yannis Kontos / Polaris / Deadline – Original en couleur

Présidentielle en Mauritanie.

Après quinze jours de campagne à bord de 4x4 entre Sahel et Sahara, de bousculades en meetings, de retards en prolongations, les équipes de campagne des dix-neuf candidats à l'élection présidentielle étaient littéralement lessivées. Les comités d'accueil au bord des routes, les klaxons incessants des partisans, les hauts parleurs qui crachent discours et chansons de campagne, tous ces éléments ajoutaient à la fatigue, mais tenaient leur monde éveillé dans une sorte d'euphorie. À chaque étape, c'était le ballet des chefs de tribu, des commerçants, des opportunistes et des curieux qui s'amassaient pendant des heures devant la porte du candidat pour obtenir une audience, proposer un service, monnayer des voix ou simplement se montrer. Et, à chaque fois, le candidat se devait de recevoir tous les courtisans, un à un, autour d'un thé, sans jamais reprendre son souffle.

Depuis son indépendance en 1960, la République islamique de Mauritanie n'avait jamais connu la démocratie. D'abord le Parti unique pendant dix-huit ans, puis cinq coups d'Etat en six ans, l'instauration temporaire de la charia et une dictature de vingt-et-un ans renversée en août 2005. Le colonel Ely Ould Mohamed Vall, installé alors dans le fauteuil présidentiel, avait promis des élections libres. Législatives et municipales ont eu lieu en novembre et décembre 2006. Pour la présidentielle, aucun des membres du gouvernement de transition n'était autorisé à se présenter, ni même à donner de consigne de vote. Forme de garantie pour l'indépendance du processus. Évidemment, dans ce pays où les rumeurs se déplacent aussi sûrement que les dunes, des bruits ont filtré. Soutiens voilés, achats de consciences, négociations tribales ; autant d'épiphénomènes inhérents à un pays aux traditions tenaces et où les conflits ethniques restent très présents.

Pendant la campagne, les discours se voulaient fédérateurs, pour une meilleure répartition des revenus, le développement des industries, du système éducatif, de la santé... Au vu de ses ressources en minerais, pêche et pétrole, le pays pourrait mieux se porter. En politique comme aux postes-clé de la société, les mauritaniens noirs demeurent largement sous-représentés. Mais c'est un premier pas. La réussite incontestable de ces élections, qui laissent espérer une démocratie durable et saine, tient à un nouveau dialogue, l'instauration d'un jeu d'oppositions et d'alliances. Pour cela, la société devra muter et le pouvoir ne pas se laisser rattraper par ses vieux démons.

Stéphane Lagoutte



Election en Mauritanie © Stéphane Lagoutte pour Le Monde 2 – Original en couleur



Election en Mauritanie © Stéphane Lagoutte pour Le Monde 2 – Original en couleur

Afghan Steps.

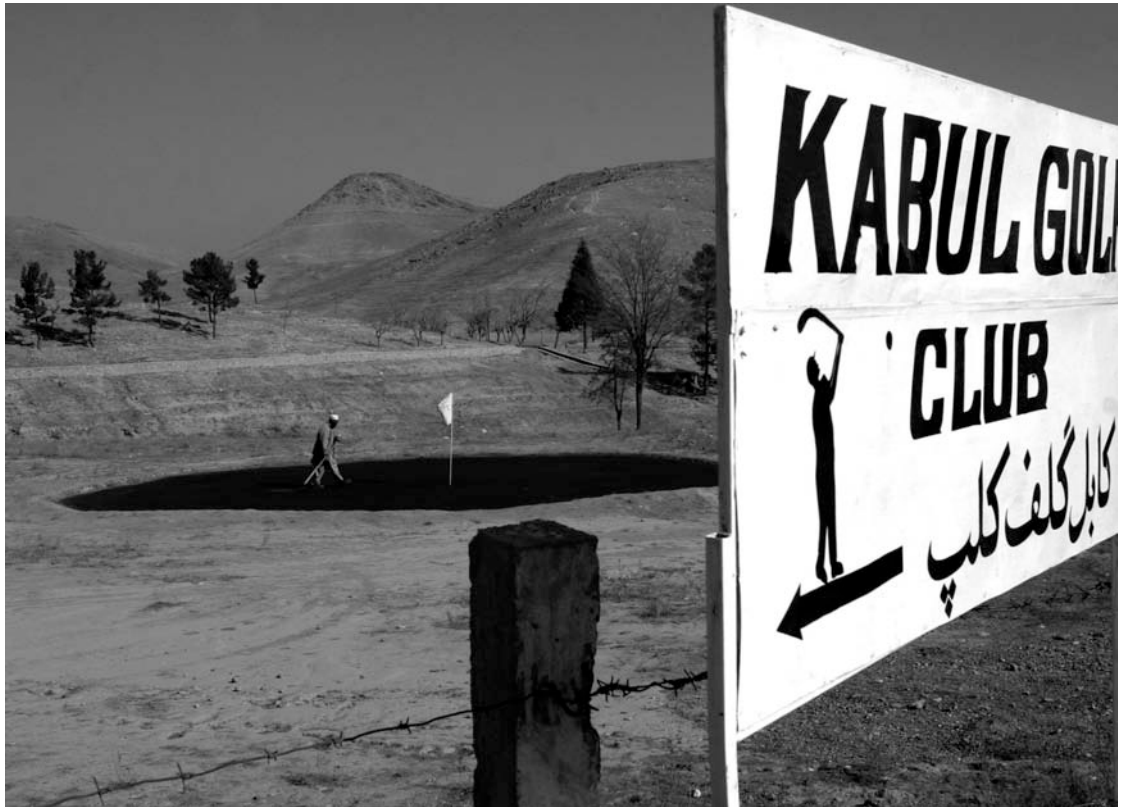
Beaucoup d'excellents journalistes sont nés "d'accidents de parcours" : des gens qui embrassent le métier par hasard à l'occasion d'événements graves qui viennent bouleverser leurs espoirs et leurs rêves. A l'inverse des professions de justice, de comptabilité ou de médecine, le journalisme n'exige pas de diplômes. Le meilleur moyen d'apprendre c'est de travailler sur le tas, auprès de professionnels. Beaucoup s'y essaient et échouent. D'autres réussissent, Ahmad Masood est de ceux-là.

Fin 2001, Masood, 21 ans à l'époque, vivait à Jab-al-Sarraj, point de ravitaillement des forces de l'Alliance du Nord situé dans la vallée du Panchir. Il rêvait alors de fuir l'Afghanistan pour rejoindre son frère à Londres. Et puis il y a eu le 11 septembre. Parlant un excellent anglais appris seul, il se proposa en tant qu'intermédiaire ("fixeur") aux journalistes étrangers qui convergeaient vers la ville de Jab-al-Sarraj en guerre. Son premier emploi, à 100 \$ la journée, il l'obtint d'un caméraman de télévision de l'Agence Reuters, puis de Ros Russel, journaliste et photographe de la même agence. Il les accompagna à Kaboul sur les talons de l'Alliance du Nord. "C'est de loin le meilleur. Engage-le", m'affirma Ros lorsque, aimablement, elle me "légua" Masood. Durant quatre semaines, nous parcourûmes Kaboul et ses environs, nous aventurant jusqu'à Bamiyan, le site des antiques Bouddhas sculptés dans la roche et réduits en miettes un peu plus tôt au cours de l'année 2001 par les Taliban. Ros avait raison. Excellent interprète, habile négociateur, capable de vous mener pratiquement partout, Masood se révéla également précieux en matière d'histoire et de culture afghanes. Il avait manifestement du talent et pendant un temps il se fit la main au reportage de presse pour le compte de Reuters.

Puis, un jour qu'il devait se rendre au nord, dans la ville de Mazar-i-Sharif, en vue d'un article et qu'il n'avait pas de photographe sous la main, il emporta un petit appareil numérique. On connaît la suite. Masood venait de découvrir qu'il était doué pour le photojournalisme et depuis, ayant appris toutes les ficelles du métier auprès de photographes de presse en visite, il est devenu notre correspondant, responsable du bureau photo à Kaboul.

Paul Holmes / Reuters

Rédacteur en chef des nouvelles politiques & générales.



Kaboul, Afghanistan, 6 novembre 2004 © Ahmad Masood / Reuters – Original en couleur



Kaboul, Afghanistan, 12 avril 2006 © Ahmad Masood / Reuters – Original en couleur

Le Dernier Empire - 20 ans plus tard

Le but est ambitieux : un recueil de commentaires visuels passionnés qui narre l'ineffable avec courage : des séquences du quotidien de l'ancienne U.R.S.S., dont le territoire couvre plus de onze fuseaux horaires. Depuis l'époque de Gorbatchev, l'Ouest a cherché à se rassurer quant au géant de l'Europe de l'Est, passant de la sympathie et de l'optimisme aux changements d'attitude aussi divers que soudains. Le fait est que, en dépit de tout, vingt ans après la Perestroïka, ce qui se passe dans l'ancien empire des tsars communistes reste encore un mystère pour ceux qui vivent du même côté du rideau de fer que moi. Artiste authentique, Sergeï Maximishin s'appuie sur le langage de ses images – élégant, convaincant, identifiable et toujours clair. Il ne cherche pas à apaiser nos anxiétés, pas plus qu'il ne cherche à nous donner de réponses. De Moscou au Kamchatka, de Saint Petersburg à la Tchétchénie, la Russie a beaucoup d'ennemis : pauvreté, maladie, avidité, richesses mal acquises et de façon scandaleuse. Il ne perd pas de temps non plus à louer les héros bien-aimés. Les protagonistes préférés de ses histoires sans paroles sont souvent anonymes. Époques précises, lieux précis. Sergeï capte l'essence de chacun et de tous ses personnages. Avec maîtrise, changeant de tonalité narrative, mélangeant drame et ironie, il n'a recours ni au cynisme ni à la flatterie inutile.

Maximishin évite les projecteurs, il se cache derrière son appareil à l'occasion d'une prise de vue ou lors de la cérémonie de remise des World Press Awards, dominé par sa modestie et sa discrétion naturelles : il observe et capture l'instant. Son attitude réaliste l'aide à créer des images sans prix pour les générations à venir. Son authentique empathie à l'égard de ses personnages nous fait apprécier les sujets les plus difficiles, les prisons et les désordres en arrière-plan suscitent notre réflexion sans nous rebuter. Sergeï, avec grâce, avec goût, interprète inconsciemment les points de référence de l'Ouest, les démonte et en offre des lectures neuves qui, à leur tour, sont voilées, controversées ou modernisantes : de nos jours, en costume d'homme d'affaires, on peut prendre le télésiège pour se rendre à la colline Vorobiev de Boulgakov ; les modernes Raskolnikov se font tatouer des symboles nazis sur les bras ; le Zov Ilycha n'est guère plus qu'un restaurant aux serveuses girondes ; l'amant d'Anna Karénine, le comte Vronsky, est désormais un nouveau-riche entouré de pépées en mini-jupes. Au bout du compte, après avoir feuilleté le livre une première, une deuxième et une troisième fois, l'impression la plus ineffaçable demeure, chez Maximishin, liée à la douceur et à la profondeur dont il nimbe pratiquement tous les personnages de ses photographies : des couleurs éclatantes et une composition naturellement raffinée rendent toute leur force et leur intégrité à l'enfant de Grozny essayant d'attirer l'attention d'un chaton, aux pêcheurs du Kazakhstan, aux prisonniers de Saint Pétersbourg, aux employés du théâtre Mariinsky jusqu'au musée de l'Hermitage qui maintient sa féerie en vie pour quelques roubles. Ses images nous rappellent que l'ancien empire imprègne tout et tous en cette ère de post-Perestroïka : les vrais gens qui traînent des pieds et singent les tsars ; une précipitation dans la modernité à tout prix en même temps qu'un ardent attachement au passé ; un amour sincère pour le pays et un nationalisme des plus détestables ; et surtout, de nos jours comme par le passé, que le diabolique Voland reste embusqué.

Chiara Mariani

SERGEY
MAXIMISHIN



© Sergey Maximishin / Focus / Cosmos – Original en couleur



© Sergey Maximishin / Focus / Cosmos – Original en couleur

Bout du monde : exploration des écosystèmes polaires, si loin et si fragiles.

Le léopard de mer

Ce cétacé souffre depuis toujours d'une très mauvaise réputation. Au début du siècle dernier, Shackleton signalait que ses hommes en subissaient les attaques fréquentes. De nos jours, il leur arrive de crever des bateaux pneumatiques d'un coup de dent pointue. Au cinéma, dans *La Marche de l'Empereur* ou *Happy Feet*, les rôles de méchants leur reviennent d'emblée. En 2003, lors d'une investigation sous-marine, une scientifique britannique a, en effet, trouvé la mort, noyée sous les assauts d'un léopard de mer. Serait-ce un incident isolé ou bien le léopard de mer est-il vraiment devenu un danger pour les humains ?

En tant que journaliste naturaliste, j'ai toujours pensé que l'on jugeait souvent le caractère des animaux dans des circonstances extrêmes. Pour en avoir le cœur net, accompagné de mon collègue Goran Ehlm, j'ai nagé trois semaines de suite parmi un très grand nombre de léopards de mer. Au bout de plus d'une trentaine de rencontres aquatiques avec ces bêtes magnifiques, je peux affirmer qu'à aucun moment je ne me suis senti en danger. A vrai dire, une femelle dominante de taille exceptionnelle (quatre mètres de long, cinq cents kilos) m'a pris en amitié. Quatre jours d'affilée, elle s'est mis en tête de me nourrir de pingouins.

Après quelques démonstrations classiques d'intimidation au cours desquelles mon appareil photo disparaissait entre ses énormes mâchoires, elle s'est lancée dans la capture de pingouins pour me les offrir, morts ou vifs. Devant mes refus répétés, déçue par mes piètres aptitudes à la chasse et à la dégustation, elle s'est enfin lassée de déposer ses proies sur mon crâne et mon appareil photo.

Les narvals

Seuls animaux du globe à être dotés d'une corne spiralée en ivoire, les narvals restent associés aux légendes de la licorne. Leur unique défense peut atteindre jusqu'à trois mètres de long. Le cycle de vie de ces cétacés se déroule entièrement dans un univers glacé grâce à leur système d'écholocation qui leur permet de naviguer à travers les étroits chenaux et méandres de la banquise.

Malheureusement, les narvals font l'objet d'une traque impitoyable en raison de l'ivoire de leurs précieuses défenses, lesquelles sont majoritairement destinées au marché noir européen. La population des narvals connaît depuis peu un déclin dramatique, très probablement en raison des ratios liés aux pratiques de chasse lamentables – cinq bêtes au moins sont coulées pour une capturée. Il s'agit ici d'encourager le gouvernement canadien à mieux gérer cette ressource unique en voie d'épuisement.

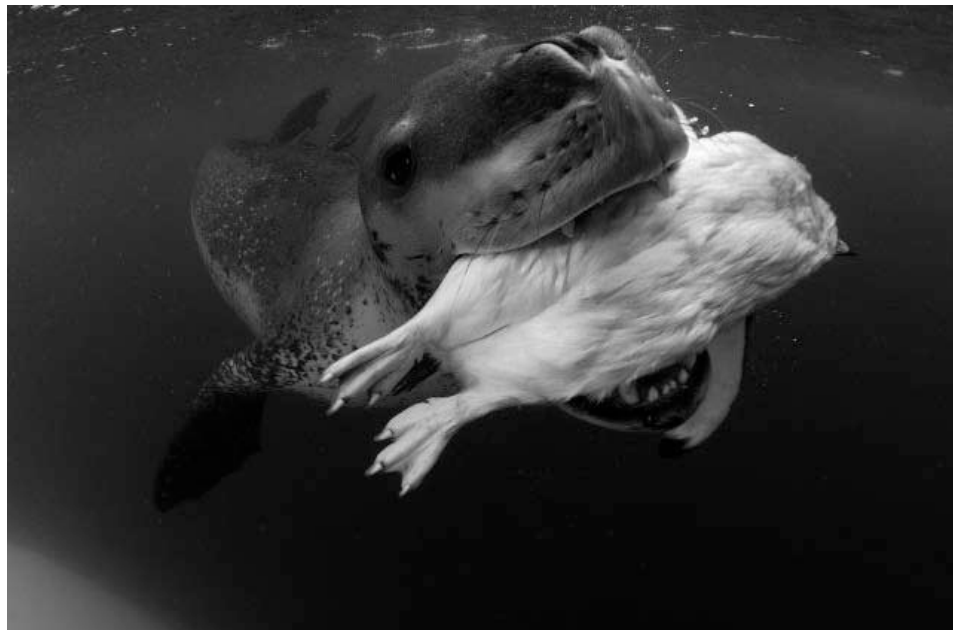
Le recul de la banquise

Nous sommes certains à présent de vivre en plein réchauffement climatique. Pendant un temps, on s'est interrogé sur sa réalité et sur ses véritables causes. Désormais le doute n'est plus permis et un rapport récent des Nations unies révèle qu'il est à 90% imputable à l'homme. Le réchauffement prévaut surtout aux deux pôles. Plutôt que de m'adresser directement au public, j'ai choisi d'en illustrer la menace par des photographies prises en Arctique de toutes les créatures remarquables que nous allons perdre ou qui souffriraient si la fonte et le recul de la banquise devaient se poursuivre à un rythme aussi alarmant. Un exemple, selon les prévisions scientifiques, les ours polaires pourraient disparaître au cours des cent prochaines années. Faute de banquise, ils ne pourront plus chasser. Leur disparition entraînerait celle de tout un écosystème : une calotte glaciaire sans glace serait comme un jardin sans terreau.

Paul Nicklen



Ours polaire © Paul Nicklen / National Geographic Magazine – Original en couleur



Phoque-léopard © Paul Nicklen / National Geographic Magazine – Original en couleur



Soweto.

Soweto, ou Southwestern Townships, la première banlieue destinée aux Noirs, fut créée il y a plus de cent ans aux abords de Johannesburg, en Afrique du Sud. Loin des emplois et des habitations, les townships étaient constituées de cabanes et de baraques en tôle ondulée. Au cours des décennies suivantes, de plus en plus de personnes furent déplacées dans cette région qui devint la banlieue la plus étendue du pays. Aujourd'hui, Soweto compte trente-deux townships et officiellement sa population avoisine le million, bien que certains l'estiment plus proche de 2 à 3 millions.

C'est en 1976 que se répandirent à travers le monde les nouvelles de violentes manifestations estudiantines : au mois de juin de la même année, des écoliers de la township se révoltèrent contre l'afrikaans, langue imposée à l'école. Espérant réprimer ces manifestations, le régime sud-africain riposta par des tirs sur des groupes d'écoliers en uniforme. Le 16 juin 1976, la police abattait Hector Pieterse, 12 ans. Prise par Sam Nzima, un photographe noir local, la photo, image emblématique montrant un adolescent en train de transporter le petit blessé accompagné de sa sœur, qui témoigne de la brutalité de la police et du régime sud-africain, et sera diffusée à travers le monde. Ces incidents déclenchèrent un sursaut de la résistance noire ; de nombreux événements importants ont eu lieu au cœur de la township, notamment à Soweto où vivaient beaucoup des principaux leaders de la lutte et à partir de laquelle ils opéraient.

De nos jours, Soweto est vue par beaucoup comme un modèle d'espoir pour l'Afrique du Sud et non plus comme un lieu de malheur et de malédiction. Bien sûr, la ville connaît des problèmes, en particulier un niveau élevé de pauvreté, de chômage et de criminalité, mais des changements positifs commencent à se faire jour. On a beaucoup investi à Soweto ces dernières années et sa population peut à présent profiter des services que lui procurent centres commerciaux modernes, banques, restaurants et cafés branchés, si bien que certains résidents préfèrent désormais rester sur place pour y dépenser leur argent. La plupart travaillent à Johannesburg, mais ne sont plus obligés d'aller y faire leurs courses en taxis minibus. De plus en plus de gens possèdent une voiture et font leurs achats dans leur quartier. A Soweto, la mode, l'art, et différents styles de musique et de façons de parler font florès.

Soweto voit également se développer une urbanisation galopante, la moindre maison en vente attire plusieurs acheteurs potentiels et se vend généralement dans les jours qui suivent. En outre l'économie sud-africaine, plus florissante que jamais, offre des perspectives positives à sa population. Beaucoup de taudis ont été rasés et des milliers de pavillons subventionnés par le gouvernement ont été construits. Dans les années 1990, beaucoup de Noirs aisés ont quitté leur township pour s'installer dans les riches banlieues nord, traditionnellement blanches, et vivent à présent dans des propriétés entourées de hauts murs, équipées de systèmes d'alarme, connaissant à peine le nom de leurs voisins. Pour beaucoup, l'adaptation s'est faite difficilement et l'augmentation du taux de criminalité, des cambriolages et des détournements de voitures qui se multiplient dans les quartiers aisés, accentue le phénomène. Ils sont nombreux à regretter l'animation des townships qu'ils regagnent souvent à l'occasion d'un week-end, de réunions de famille et d'enterrements, ou tout simplement pour faire nettoyer leur BMW flambant neuve à la station de lavage en buvant quelques bières en compagnie de leurs amis d'enfance. Certains souhaiteraient revenir s'installer dans le "New Soweto", où appartements de luxe et maisons de ville sont construits, où un certain nombre de bars à la mode et de clubs se sont ouverts.

La township est également devenue une destination touristique où les étrangers visitent les sites historiques : la maison de Nelson Mandela (devenue musée) et le monument élevé à la mémoire d'Hector Pieterse et son musée ; ils se rendent chez les habitants, et vont savourer la cuisine traditionnelle dans l'un ou l'autre des nombreux restaurants ; certains préfèrent faire la tournée des bars en nocturne et il existe pléthore de chambres d'hôtes pour ceux qui souhaitent passer la nuit à Soweto.

Per-Anders Pettersson

**PER-ANDERS
PETERSSON**



Soweto, Afrique du Sud, 28 décembre 2004 © Per-Anders Pettersson / Getty Images pour Geo Allemagne
– Original en couleur



Soweto, Afrique du Sud, 26 octobre 2006 © Per-Anders Pettersson / Getty Images pour Geo Allemagne
– Original en couleur

Mineurs en peine.

Plus d'un million d'enfants dans le Monde vivent en détention sans pouvoir bénéficier de l'aide d'un avocat, le plus souvent dans des pays où n'existent ni tribunaux pour enfants, ni juges spécialisés, au mépris des traités internationaux.

La Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, signée en 1989, stipule que nul enfant ne sera privé de liberté "de façon illégale ou arbitraire", que "la détention ne doit être qu'une mesure de dernier ressort et être d'une durée aussi brève que possible". Elle prévoit que l'enfant privé de liberté "devra être traité avec humanité et avec le respect dû à la dignité de la personne humaine, d'une manière tenant compte des besoins des personnes de son âge". La façon dont un Etat traite ses prisonniers est un assez bon indicateur de la qualité de sa démocratie et une société se juge aussi sur la manière dont elle traite ses enfants. Pourtant, dans nombre de pays, des camps de rééducation, des prisons, des centres fermés, des maisons d'arrêt, des colonies pénitentiaires, des bagnes pour enfants maintiennent trop souvent les jeunes détenus dans des conditions arbitraires, humiliantes, répressives et inhumaines.

Encore trop souvent, ils ne sont pas séparés des détenus adultes. Ils sont confrontés à la violence, aux mauvais traitements, aux châtiments corporels, aux abus sexuels, à la prostitution forcée, au racket et au caïdat. L'accès à l'éducation leur est refusé. Les visites des familles sont rares ou inexistantes. La surpopulation carcérale, la promiscuité, la malnutrition, le manque d'hygiène, l'absence de soins médicaux sont la règle. Dans ce monde de l'enfermement, des mineurs sont placés - voire oubliés - de très longues années, dans une simple logique d'exclusion et de punition. Et que dire de ces gamins mis en préventive et qui attendront leur jugement pendant une durée plus longue que la peine encourue ? Que dire de ces peines, si lourdes, attribuées aussi bien pour des crimes sérieux que pour le vol d'un pain, d'un coq ou de riz sur pied, commis parce que ces jeunes avaient faim ?

La grande majorité de ces mineurs envoyés en prison viennent de milieux pauvres, défavorisés et sont issus de minorités. Ces enfants ne sont pas en conflit avec la loi par choix mais à cause de la misère dont ils sont victimes et du manque d'opportunités qui sont encore plus limitées une fois qu'ils sont entrés dans le système carcéral. La prison aggrave alors leur situation et il serait plus judicieux de leur proposer des mesures alternatives à l'emprisonnement qui les aideraient à s'intégrer dans la société. L'incarcération ne doit puiser son fondement et sa justification que si elle tend vers la réinsertion. Or, ce genre d'initiatives est très rare. Le mineur n'a souvent comme choix que la prison, la détention... Peut-on envisager d'éduquer en ne proposant que l'enfermement ? Comme dans ces boot camps américains, à encadrement militaire, qui croient faire œuvre d'éducation par une discipline extrêmement sévère alors qu'il ne s'agit que de redressement ? En France même, l'idée est souvent évoquée de supprimer l'ordonnance de 1945 qui repose sur la priorité donnée à la mesure éducative sur la mesure pénale, celle-ci devant rester exceptionnelle. Or l'absence de dignité conduit à la haine et à la révolte, tout comme l'absence de réinsertion conduit à la récidive.

J'ai voulu témoigner avec mon regard de photographe de l'état de la justice juvénile dans dix pays aux caractéristiques géopolitiques très différentes : pays en paix et pays en guerre, Etats de droit et régimes autoritaires. Mais, d'un continent à l'autre, on ne

peut qu'être frappé par la ressemblance de certaines scènes : mêmes cachots ou cellules d'isolement, même détresse, même volonté des matons de briser la résistance des jeunes détenus. Les hypothèses que j'avais au départ n'ont pas toujours résisté à la réalité. La Colombie, pourtant confrontée à une interminable guerre civile et à la violence des gangs et des narco-trafiquants, propose des mesures alternatives à la prison. Israël m'a permis d'accéder à des lieux de détention très fermés. Et les Etats-Unis sont loin d'offrir une justice juvénile à la hauteur de leur statut de première démocratie du monde. En revanche, à Madagascar, la misère est la cause de conditions de détention particulièrement épouvantables. Enfin les démocraties ne s'en tirent finalement pas mieux que les autres, si l'on tient compte de leurs moyens éducatifs et financiers.

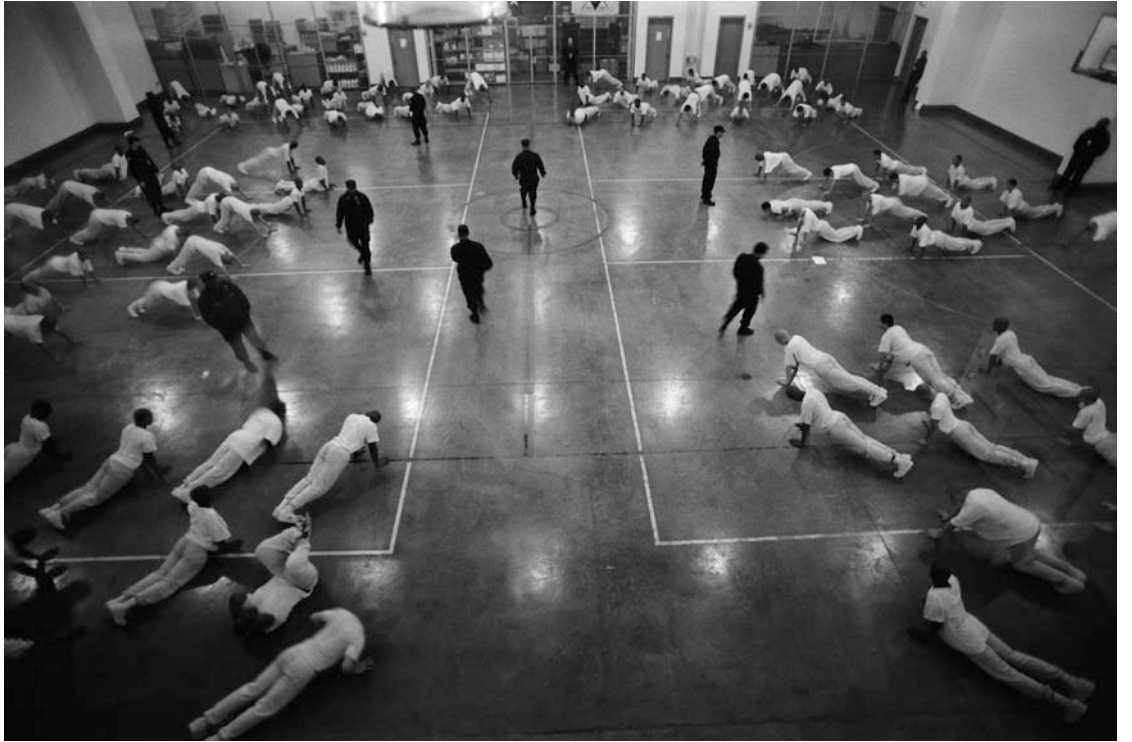
J'ai rencontré les plus grandes difficultés - et c'est peu dire - pour obtenir les autorisations nécessaires tout au long des huit années qu'a duré ce travail. Il m'a fallu par exemple un an et demi de démarches pour disposer seulement de une heure et demi dans chacune des trois prisons visitées en Russie. Aux Etats-Unis les mêmes démarches m'ont pris trois ans... J'ai sollicité au total une quarantaine de pays. Les dix pays auxquels j'ai finalement pu accéder m'ont ouvert les portes d'une soixantaine de lieux de détention. Ce sont aussi des milliers de jeunes rencontrés derrière les barreaux. Des échanges avec certains resteront dans ma mémoire. J'ai été émue, touchée par Sergueï, Sacha, Dimitri, Pablo, Armando, Pascal, Alain, Matpala, Rivitchet, Khaled, Ali, Ron, David, Swasan, Evariste, Philibert, Sabrynn, Mike et tant d'autres.

J'ai été portée par l'idée d'amener nos regards à l'intérieur de ces lieux de détention et de porter leurs regards à l'extérieur. J'ai voulu redonner à ces jeunes la dignité qui est la leur, briser le silence dans lequel ils se trouvent et surtout rompre leur isolement.

Un reportage pour les sortir de l'ombre...

Lizzie Sadin

Merci à la Bourse 3P, créée par Yann Arthus-Bertrand, qui a contribué au financement des reportages en Israël, en Palestine et en Inde.



Camp Delta Boot, Texas, Etats-Unis © Lizzie Sadin



Prison de Rio de Janeiro, Brésil © Lizzie Sadin





Prison de New Delhi, Inde © Lizzie Sadin



Mogadiscio, les derniers jours de l'Union des Tribunaux Islamiques.

Après les quinze années de guerre civile consécutives à la chute, en 1991, du régime du président Muhammad Siyaad Barre qui avaient mis Mogadiscio sous la coupe de soudards et de pilleurs, l'Union des Tribunaux Islamiques (le Conseil suprême des tribunaux islamiques de Somalie) avait, en juin 2006, ramené la paix civile en quelques semaines après avoir chassé les miliciens des War Lords.

Les chefs de guerre, ces war lords aujourd'hui de retour à Mogadiscio, avaient massacré en octobre 1993 dix-huit Marines après avoir descendu deux hélicoptères de combat, exhibé leurs corps devant les caméras du monde entier et amené les Etats-Unis à fuir la Somalie en mars 1994. Aujourd'hui, au nom de "la lutte contre le terrorisme", l'humiliation vécue par les américains en Somalie en 1993 ne leur aurait-elle pas servi de leçon ?

A l'instigation du gouvernement des Etats-Unis, le 5 décembre 2006, le conseil de sécurité de l'ONU, en votant la levée de l'embargo sur les armes, a donné les moyens à l'Ethiopie - qui soutient le gouvernement transitoire somalien réfugié à Badoia - de renverser l'Union des Tribunaux Islamiques (UTI), suspectée d'être liée à Al Qaïda.

Depuis le retour du gouvernement transitoire somalien à Mogadiscio début janvier, les combats qui ont opposé du 29 mars au 1er avril à Mogadiscio les forces somalo-éthiopiennes, appuyées par les miliciens des chefs de guerre aux milices islamistes, ont fait 1 086 morts et plus de 4 300 blessés, selon la commission instaurée par le gouvernement transitoire avec l'Ethiopie et le puissant clan Halliye chargée d'établir le bilan de ces affrontements.

D'après le rapport de cette commission, obtenu le 10 avril 2007 par Reuters, 1,4 million de personnes a dû fuir la capitale somalienne en raison de ces combats.

Selon d'autres sources concordantes, on estime que 3 000 à 4 000 civils somaliens sont morts entre décembre et avril 2007.

Sur les quelque 8 000 soldats de maintien de la paix que l'Union Africaine (UA) envisage de déployer, à ce jour 1 500 soldats ougandais, seul pays à avoir répondu positivement, sont présents à Mogadiscio.

Les bombardements aériens et navals de l'armée des Etats-Unis comme l'aide de Washington à Addis-Abeba n'est-elle pas en train de renforcer le combat et la détermination de l'Internationale djihadiste et susciter l'émergence d'un nouveau borbier ?

C'est une nouvelle terre de l'affrontement entre l'Occident et l'Islam.

Ce que je vous raconte, c'est l'espoir déçu et l'angoisse quotidienne des derniers jours des quelque 3 millions d'habitants dont près de 800 000 réfugiés et déplacés de Mogadiscio sous le règne de l'Union des Tribunaux Islamiques.

Benoît Schaeffer

Ce reportage a été réalisé à Mogadiscio entre le 2 et le 16 décembre 2006.



Ecole coranique, Mogadiscio, Somalie, décembre 2006 © Benoît Schaeffer – Original en couleur



Ancien phare, Mogadiscio, Somalie, décembre 2006 © Benoît Schaeffer – Original en couleur

Barouf dans le sang – Paludisme.

Le paludisme sévit depuis près de 4 000 ans et reste l'une des principales causes de mortalité et de morbidité dans le monde. Il est endémique dans 107 pays et près de 500 millions de personnes en sont atteintes. Rien qu'en Afrique, environ 3 000 personnes, essentiellement des enfants de moins de 5 ans, meurent tous les jours du paludisme. Au cours des dix dernières années, ces chiffres ne se sont guère améliorés ; en fait, selon l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), ils ont même empiré. Les souches pharmaco-résistantes, le manque de soins médicaux de base, les conflits, la pauvreté et l'insuffisance des fonds destinés à la recherche et à la prévention ont aggravé la situation. Le photojournaliste John Stanmeyer s'est rendu dans cinq pays, sur trois continents, pour témoigner de l'impitoyable réalité d'un des fléaux les plus meurtriers de la planète (Kenya et Zambie), de la propagation du paludisme en milieu urbain (Inde), du paludisme "provoqué" par l'activité de l'homme avec la déforestation de l'Amazonie, qui entraîne une augmentation phénoménale du nombre de victimes (Pérou), des programmes d'éducation et de prévention (Tanzanie et Zambie) et aussi des solutions qui pourraient permettre de mettre un terme à ce fléau qui tue plus d'un million de personnes tous les ans.

John Stanmeyer



Tanzanie © John Stanmeyer / VII pour National Geographic Magazine – Original en couleur



Hôpital de Kalene Hill, Zambie © John Stanmeyer / VII pour National Geographic Magazine
– Original en couleur

L'éloquence de l'image.

Pour mes reportages photographiques, je recherche des thèmes que je peux vraiment approfondir. En 1947, j'ai été pendant quinze jours l'assistant d'Eugene Smith et j'ai fait mienne sa philosophie : il ne lâchait jamais un sujet tant qu'il n'en avait pas complètement fait le tour, tant qu'il ne s'en sentait pas responsable, tant qu'il n'en avait pas trouvé la signification réelle. Mon apprentissage a véritablement débuté lorsque, fin 1947, j'ai rejoint l'équipe de Gjon Mili, photographe pigiste pour Life Magazine. Je suis resté avec Mili jusqu'en 1951. Il m'a enseigné la discipline et m'a servi de père. Ces quatre années sont les piliers sur lesquels j'ai assis mon désir de distiller l'essence d'un sujet jusqu'à en extraire son plus parfait énoncé.

Le cadre de l'appareil est incroyablement important car il vous transporte dans un espace restreint dans lequel vous pouvez vous défaire du superflu et vous concentrer sur la quintessence du sujet. Il ne faut pas se montrer rigide et ne pas abdiquer lorsque le sujet ne se prête pas à ce que vous aviez imaginé. Il faut absolument laisser au processus de découverte la possibilité d'avoir lieu. Dans les situations les plus propices, c'est palpitant.

Mes meilleures photos ont été, pour la plupart, prises alors que j'étais absolument seul. Vous devez vraiment retrouver vos réflexes d'enfant face à ce que vous voyez : comme c'est intéressant, comme c'est merveilleux, comme c'est extraordinaire ! La vie sur terre est un enfer. Elle est porteuse de trop de souffrances, sans répit. Le seul soulagement à cette débâcle de souffrances réside dans la recherche d'harmonie au travers de la majesté et de la magie qui donnent un sens à la vie. Je suis d'abord un être humain et ensuite un photographe. Mais, être un photographe m'aide à trouver mon chemin dans l'expérience humaine.

Dennis Stock

*Exposition réalisée grâce au soutien du Ministère de la Culture et de la Communication -
Délégation aux Arts Plastiques.*



James Dean, Etats-Unis, 1955 © Dennis Stock / Magnum Photos



Santa Monica, Californie, Etats-Unis, 1968 © Dennis Stock /
Magnum Photos

Prix du jeune reporter de la Ville de Perpignan.

“Die Vier Hoeke” et “Umjiegwana”.

Selon la légende, les gangs des prisons sud-africaines seraient nés au 19^e siècle, sous l’impulsion de deux bandits : Nongoloza et Kilikjan. Jeunes, noirs et fiers, ils étaient devenus malhonnêtes car déposséder l’homme blanc de son or valait mieux que d’aller le chercher sous terre.

Par la suite, toujours selon le mythe, les deux hommes, pris en chasse, furent capturés. Ensemble, ils inventèrent un langage propre à qualifier leur vie en captivité. Hommes des grottes et des collines, cette langue témoignait de leurs fantasmes du dehors : tout y était grandi. Un jour représentait une année, une cellule surpeuplée, une vaste plaine (highveld, en afrikaans). Mais, pour éviter de devenir fous, ils se rappelaient chaque jour qu’ils étaient bien “binne Die Vier Hoeke” (“littéralement “entre les quatre coins”, en afrikaans) et non “Umjiegwana” – c’est-à-dire “dehors” (en zoulou). Ces deux concepts furent à la base de leur jargon.

Aujourd’hui, en 2006, cette relation entre langue et lieu s’est inversée. Dans les rues de Cape Flats, l’expression “Die Vier Hoeke” est utilisée pour parler du “Umjiegwana”. Les jeunes décrivent la politique et les espaces de leurs ghettos selon des termes utilisés en prison : ainsi, les banlieues se traduisent par “prisons”, les fiefs de la drogue par “cellules massives de prison” pour les initiés.

La raison de cette inversion est simple. La société sud-africaine est devenue une société d’incarcération massive, ce qui signifie que beaucoup de jeunes sont susceptibles de passer les deux premières décennies de leur vie adulte à entrer et à sortir de prison, selon leur lieu d’origine. Dans leurs quartiers, les notions de “Die Vier Hoeke” et de “Umjiegwana” se confondent car elles ont fini par représenter ces deux aspects de leur vécu.

A l’époque où, en avril 1994, l’apartheid a été aboli, les prisons sud-africaines abritaient 116 000 prisonniers. A ce jour, une décennie plus tard, 184 000 personnes sont derrière les barreaux dans un système carcéral prévu pour 114 000. Environ 4 sur 5 de ces détenus passeront la première moitié de leur existence d’adulte à aller du dehors au-dedans, du “Umjiegwana” au “Die Vier Hoeke” et inversement.

Jonny Steinberg, écrivain et universitaire.

Beaufort West

Beaufort West est une ville de transit. Située à l’intersection de deux des autoroutes nationales les plus empruntées, elle sert d’étape aux voyageurs de tout acabit. Chaque jour, la population de la ville double grâce à ceux qui la traversent. La nuit, tandis que la ville endormie reste silencieuse, la station d’essence BP et le bar routier s’animent, faisant de l’œil par-delà l’autoroute aux townships bourdonnantes et réveillées. Ainsi les gens de passage dialoguent-ils avec ceux qui sont en marge selon une économie nocturne où se vendent pêle-mêle nourriture, boissons, essence et corps.

Beaufort West a récemment été décrite par la Commission des Droits de l’Homme sud-africaine comme “une ville isolée qui n’a pas rompu les chaînes de son passé d’apartheid, et dans laquelle l’intégration économique et sociale est sévèrement limitée”.

Douze ans après le passage à la démocratie, les politiques macro-économiques successives d’un gouvernement ANC ont, dans une large mesure, failli à traiter les situations de pauvreté et de ségrégation qui caractérisent une ville telle que Beaufort West. Tandis que les existences des nombreux habitants qui y vivent en marge se révèlent extrêmes et misérables, la ville elle-même ne diffère en rien du reste du pays. Nombre des obscures dynamiques sociales qui le dévastent semblent se concentrer et se révéler dans ce modeste complexe urbain.



Prison en Afrique du Sud © Mikhael Subotzky / Magnum Photos – Original en couleur



© Mikhael Subotzky / Magnum Photos – Original en couleur

Not for sale.

Né en 1964, Hady Sy, Français d'origine libanaise par sa mère, sénégalaise par son père, revendique cette double appartenance d'autant plus que son père, éminent théologien, avait élevé ses enfants dans le respect des autres, de leurs religions et de leurs différences culturelles. Toutefois, jeune étudiant, il dut faire face dans Beyrouth, en proie à la guerre civile, à la montée des rivalités, de la violence, de la haine, voire de la mort.

Depuis cette époque où, pris en otage, il fut menacé de mort, il revit mentalement cette image de l'arme fatale pointée sur son front.

Dès lors, il met tout son talent artistique au service de la dénonciation de ces meurtres commis au nom d'un fanatisme religieux aveugle.

Dans le projet Not for Sale, il organise en quelque sorte le dictionnaire raisonné des armes les plus récurrentes et les plus meurtrières qui furent utilisées dans les conflits depuis la première Première guerre mondiale.

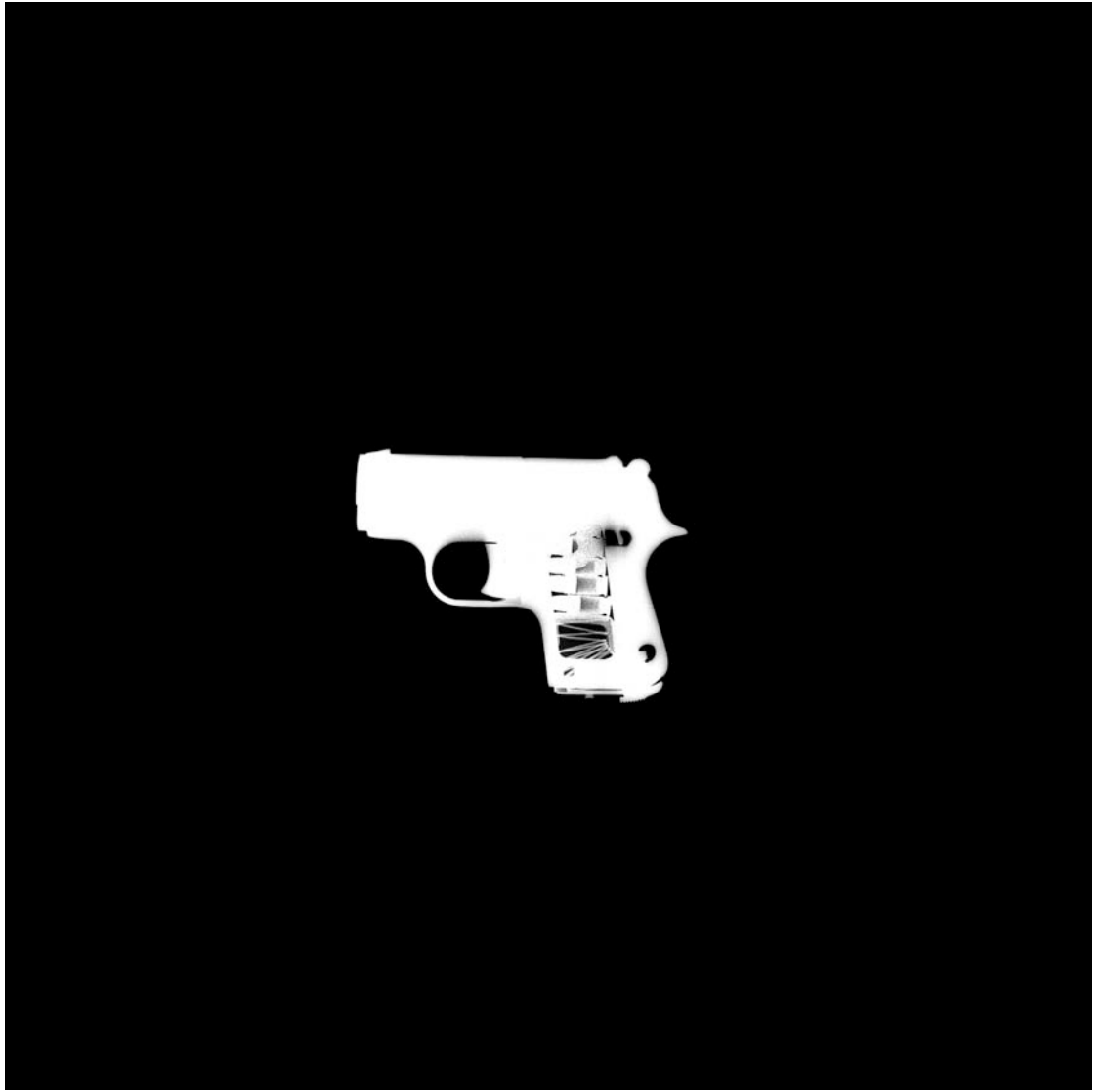
Développé suivant un processus scientifique qui l'a conduit auprès d'Interpol, de la Police Judiciaire belge, du service d'Imagerie Médicale (service du professeur Vallée et du Docteur Le Breton) de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, de la Clinique Cuigniez et du Musée de l'Armée, il a élaboré le catalogue quasi publicitaire de ces armes, analysant au plus près leurs caractéristiques et leurs performances, allant jusqu'à les radiographier pour en percevoir, de l'intérieur, les mécanismes et les méfaits.

Avec cette percée au cœur-même des armes, du M1 américain avec lesquels les G.I's débarquèrent en Normandie ou de l'AK47, la Kalachnikov si redoutée des récents conflits, Hady Sy met à nu, pour mieux l'annihiler, la terreur qu'elles inspirent.

Agnès de Gouvion Saint-Cyr

Inspecteur Général pour la Photographie

Commande du Centre National des Arts Plastiques - Ministère de la Culture et de la Communication.



Beretta © Hady Sy



Coltar © Hady Sy

Érythrée, la renaissance d'une nation

En 1941, l'Érythrée, ancienne colonie italienne, est occupée par les Anglais. En 1952, les Nations Unies décident d'en faire une entité autonome, fédérée à l'Éthiopie selon un compromis ménageant les revendications de souveraineté éthiopiennes et les aspirations à l'indépendance de l'Érythrée. Cependant, Haïlé Sélassié, l'empereur d'Éthiopie, décide d'annexer cette dernière, ce qui provoque une lutte armée de trente-deux ans. Une lutte qui trouvera son dénouement dans la proclamation de son indépendance à la suite d'une alliance entre le Front populaire de libération érythréen (le FPLE) et la coalition des mouvements de résistance éthiopienne venue à bout de Mengistu Haïlé Mariam, successeur communiste d'Haïlé Sélassié.

L'Érythrée n'émergera de sa longue guerre d'indépendance qu'en 1993, pour replonger ensuite dans les conflits militaires, d'abord avec le Yémen, puis, de manière plus dévastatrice, avec son ancienne adversaire, l'Éthiopie. Aujourd'hui, le pays connaît une paix fragile et il se retrouve confronté à la gigantesque tâche de rebâtir son infrastructure et de développer son économie après plus de trente années de lutte.

Dans un monde où la fracture se creuse de plus en plus entre musulmans et chrétiens, la vie en commun semble chaque jour de plus en plus improbable. Cependant, au cœur de ce même monde, survit l'Érythrée, petite nation très pauvre et d'émancipation récente (1993), que se partagent à part égale les communautés des deux religions, l'une et l'autre étant parfaitement conscientes que pour s'en sortir, elles doivent s'épauler mutuellement.

Assez curieusement, les graines d'une coopération pacifique entre musulmans et chrétiens en Érythrée ont été semées durant les trente-deux années de la guerre d'indépendance, laquelle prendra fin en 1991. Les Érythréens des deux communautés manifestent alors le désir de réunir leurs forces contre l'envahisseur, les rebelles musulmans tout comme les chrétiens, n'ayant aucune chance de s'en sortir seuls.

D'un point de vue historique, les Érythréens ont connu leur pays à partir de deux idéologies différentes : celle des chrétiens des hauts plateaux et celui de la majorité des musulmans des plaines semi-arides quoique fertiles. Quant à la population nomade musulmane, elle avait trouvé refuge contre l'armée éthiopienne auprès de ses relations tribales au Soudan. A son retour après la guerre, ces trente ans d'histoire et de désertification avaient fait disparaître le pays tel qu'elle l'avait connu. Son rapport avec le paysage ayant changé, il en alla de même vis-à-vis de la communauté chrétienne.

Étant donné leur religion commune avec les colons italiens et britanniques, qui s'étaient installés dans les collines, les chrétiens avaient bénéficié des opportunités culturelles et économiques déjà acquises au moment de l'indépendance. Malgré cela, ils réalisèrent qu'ils seraient incapables de construire eux-mêmes une nouvelle nation et qu'il n'y avait aucun espoir d'y parvenir sans l'aide de leurs compatriotes musulmans. Il devint clair qu'en prêtant leur concours à la communauté musulmane afin de s'acquitter de l'énorme dette dont ils lui étaient redevables, ils rendraient plus forte chacune des communautés et pourraient ainsi construire une nation.

Des milliers de femmes se joignirent aux deux principaux groupes de rebelles érythréens au cours de la guerre contre l'Éthiopie, dans une plus large mesure que dans tout autre conflit ailleurs. Encouragées par pères et frères à rallier l'armée rebelle, les femmes reçurent une formation au maniement des armes et rejoignirent leurs camarades du front. Au lendemain de la guerre et de leur nécessaire expérience de soldats, fait sans précédent, ces femmes trouvèrent très difficile de revenir au rôle traditionnel imparti à leur sexe. À l'instar de leur pays tout neuf, les femmes se devaient de redessiner le paysage de leur vie. Le nouveau gouvernement reconnut hautement leur sacrifice en leur accordant l'accès libre à l'éducation et aux soins de santé et en les rendant prioritaires dans leurs recherches d'emplois. De nos jours, ces femmes sont à la source d'un grand élan de dynamisme en Érythrée.

L'aide qui se déverse à flots depuis les collines permet aux populations nomades des plaines d'envisager les changements indispensables à leurs modes de vie et d'être à nouveau motivées. Chaque jour, elles repoussent le désert dans leurs efforts pour insuffler une nouvelle vie à leur terre. Des écoles, des hôpitaux et des routes sont construits. Ensemble, elles travaillent à la récolte du sorgho et creusent des puits. Les pères envoient leurs filles à l'école et autorisent leurs femmes à quitter leurs villages pour la première fois.

Malheureusement, il existe en arrière-plan un régime politique constitué d'anciens rebelles qui s'accrochent au pouvoir et n'ont absolument aucune compétence. De nombreuses pratiques antidémocratiques s'installent ; on jette en prison les opposants politiques, les élites intellectuelles quittent le pays et, tandis que la jeunesse rêve de liberté, les raids se multiplient pour les forcer à rejoindre les rangs de l'armée. En outre, il est pratiquement impossible d'obtenir un passeport et les médias indépendants sont interdits. Le régime en place, autrefois si prometteur et symbolique de la victoire de la liberté sur l'oppression, a pris des distances, eu égard aux besoins et aux attentes de la population et a été à de nombreuses reprises condamné par la communauté internationale.

Les Érythréens se débattent, pris en tenailles entre espoir et désespoir, entre rêves et résignation à leur destin, entre répression et aspiration à la liberté.

Au cours de plusieurs voyages en Érythrée, j'ai pu observer les gens et j'ai vu leurs pieds impatients s'enraciner dans cette terre, l'enracinement indispensable à la renaissance de la nation et au salut de leur environnement.

Gaël Turine

VISA
POUR L'IMAGE
PERPIGNAN

Canon

PARIS
MATCH

NATIONAL
GEOGRAPHIC

Choc
INFO

ELLE

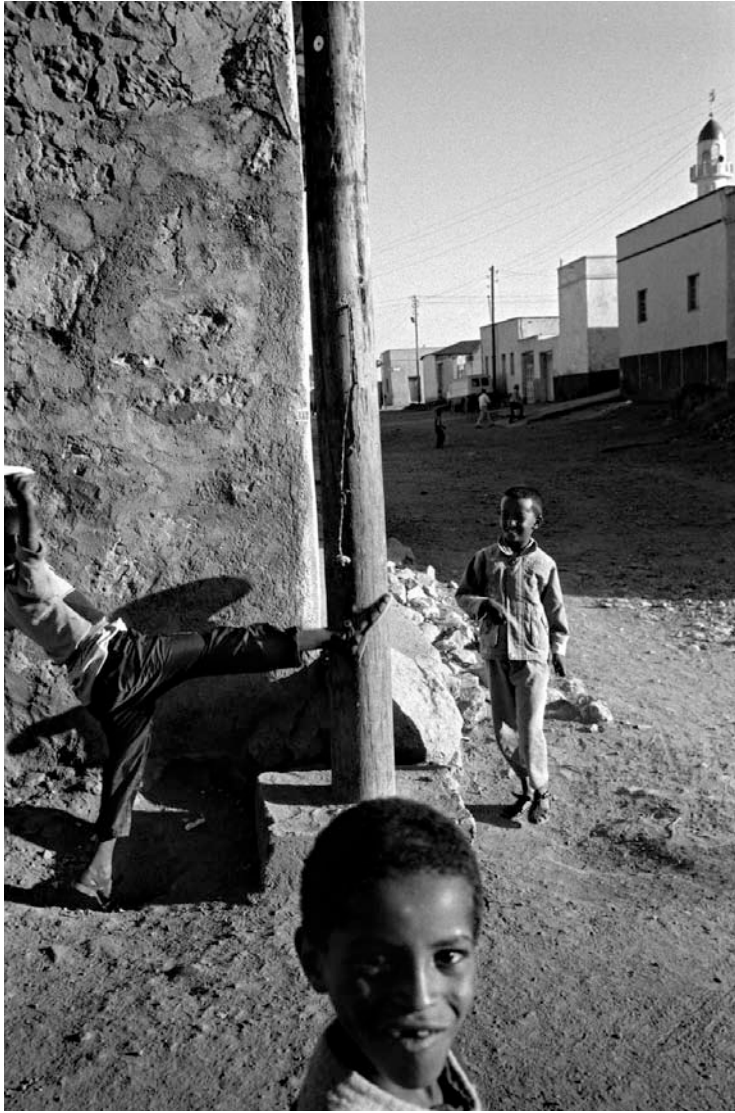
PHOTO

info **bleu**
roussillon



CCI
de Perpignan et des P.O.

la Région
Languedoc
Roussillon



Asmara, Erythrée © Gaël Turine

VISA
POUR L'IMAGE
PERPIGNAN

Canon

PARIS
MATCH

NATIONAL
GEOGRAPHIC

Choc
magazine

ELLE

PHOTO

l'info **bleu**
roussillon



CCI
de Perpignan et des P.O.

la Région
Languedoc
Roussillon



Asmara, Erythrée © Gaël Turine

Chaque année depuis 1990, le Visa d'or de la presse quotidienne internationale récompense les meilleures photographies de l'année, parues dans un quotidien de la presse internationale.

Ce prix s'adresse à toutes les rédactions des quotidiens du monde.

Les dossiers reçus sont soumis à un premier jury qui s'est réuni à Paris début juillet 2007.

Il est décerné par un deuxième jury composé de directeurs de la photo de médias internationaux, présents à Perpignan, durant la semaine professionnelle.

Ce prix est remis lors de la soirée du **jeudi 6 septembre 2007**.

Cette année, 50 sujets ont été soumis. 27 Titres sont en compétition et exposés.

- 20 MINUTES (France) – Serge Pouzet
- AFTONBLADET (Suède) – Magnus Wennman
- BOSTON GLOBE (USA) – Jean Chung
- CORRIERE DELLA SERA (Italie) – Gianni Giansanti, Ziv Koren, Mauro Galligani, Gérard Rancinan
- DAGBLADET (Norvège) – Jacques Hvistendahl
- DAGENS NYHETER (Suède) – Paul Hansen
- DALLAS MORNING NEWS (USA) – Melanie Burford, Rick Gershon, Irwin Thompson, Michael Ainsworth, Tom Fox, Mona Reeder, Brad Loper
- DE VOLKSKRANT (Pays-Bas) – Daniel Rosenthal
- DETROIT FREE PRESS (USA) – Susan Tusa
- EKSTRA BLADET (Danemark) – Thomas Sjørup
- FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG (Allemagne) – Frank Röth, Christian Thiel, Daniel Pilar, Helmut Fricke, Wolfgang Eilmes
- GAZETA WYBORCZA (Pologne) – Krzysztof Miller, Robert Kowalewski
- JYLLANDS POSTEN (Danemark) – Casper Dalhoff
- KOMMERSANT (Russie) – Dmitry Azarov
- L'INDEPENDANT (France) – Philippe Rouah, Harry Ray Jordan
- L'ORIENT LE JOUR (Liban) – Michel Sayegh
- LA PRESSE (Canada) – Ivanoh Demers, Patrick Sanfacon, André Pichette
- LA PRESSE DE LA MANCHE (France) – Jean-Paul Barbier
- LOS ANGELES TIMES (USA) – Carolyn Cole
- NEW YORK NEWSDAY (USA) – Moises Saman
- POLITIKEN (Danemark) – Jan Grarup
- REFORMA (Mexique) – Israel Rosas, Luis Castillo, Jorge Luis Plata, Julio Candelaria
- THE GLOBE AND MAIL (Canada) – Louie Palu
- THE GUARDIAN (Royaume-Uni) – Sean Smith
- THE NEW YORK TIMES (USA) – Michael Kamber
- THE SYDNEY MORNING HERALD (Australie) – Lisa Wiltse
- WASHINGTON POST (USA) – Sarah L. Voisin

World Press Photo est une organisation indépendante à but non lucratif, fondée en 1955 aux Pays-Bas, dont l'objectif est de soutenir et promouvoir à l'échelle mondiale le travail des reporters-photographes professionnels. Au fil des années, World Press Photo s'est développée pour devenir une plate-forme indépendante pour la photographie de presse et le libre-échange de l'information.

Les principaux objectifs de World Press Photo sont les suivants : un concours annuel, une grande exposition et des programmes variés d'éducation. L'exposition est un moyen pour le comité d'organisation de rendre public les résultats du concours, de créer un lien entre les photographes et le public. Les programmes éducatifs ont pour but la stimulation d'une photographie de presse de qualité.

Concours

Chaque année, le concours de World Press Photo donne une vue d'ensemble sur la manière dont les photographes de presse s'attèlent à leur travail dans le monde entier. Aucun frais d'inscription n'est demandé ce qui rend le concours ouvert à tous.

Le jury est constitué de 13 chefs de service photo, photographes et représentants d'agences de presse du monde entier, aux origines diverses et variées. Cela apporte un vaste panel d'expériences, une perception plus large et un contraste dans les points de vue de jugement et d'objectivité. Le jury agit indépendamment de World Press Photo et le comité exécutif n'a aucune influence sur ses décisions.

Les photographes lauréats sont présentés ensemble sur une exposition itinérante et dans un catalogue publié chaque année en 6 langues. Lors du concours 2007, 78 083 photos ont été soumises par 4 460 photographes de 124 pays.

Exposition

L'exposition de World Press Photo est à la fois un rendez-vous annuel incontournable pour les professionnels et une vitrine du photojournalisme pour le public. L'exposition est constituée de la photo de l'année, ainsi que des images lauréates de chacune des 10 catégories. L'exposition de World Press Photo constitue aujourd'hui une référence de qualité dans le monde du photojournalisme. Après la cérémonie d'ouverture durant les Awards Days à Amsterdam, l'exposition devient itinérante dans plus de 90 lieux de 40 pays différents et visitée par plus de 2 millions de personnes.

Education

La mission de World Press Photo de soutenir et promouvoir la photographie de presse passe aussi par la formation des photographes. A la demande des photographes, le World Press Photo organise des ateliers, devenus depuis des séminaires. Désormais, l'organisation aide à combler les lacunes en termes de formation conventionnelle, en menant des programmes éducatifs, adressés aussi bien aux débutants qu'aux plus confirmés. La masterclass annuelle Joop Swart (en souvenir de l'ancien président honorifique de World Press Photo), est une vitrine pour le meilleur jeune talent photojournaliste dans le monde.

World Press Photo reçoit le soutien de la Dutch Postcode Lottery et dans le monde, de Canon et de TNT.

www.worldpressphoto.nl

ASSOCIATION VISA POUR L'IMAGE - PERPIGNAN

Hôtel Pams, 18 rue Emile Zola, 66000 Perpignan
Tél : +33 4 68 62 38 00 - fax : +33 4 68 62 38 01
e-mail : contact@visapourlimage.com

Président	Guy Peron
Vice-Président, trésorier	Michel Pérusat
Coordination	Arnaud Felici
Assisté de	Johanna Halimi-Claverie

ORGANISATION DU FESTIVAL IMAGES EVIDENCE

4, rue Chapon - Bâtiment B - 75003 Paris
Tel : +33 1 44 78 66 80 - Fax : +33 1 44 78 66 81 - e-mail : jfleroy@wanadoo.fr

Directeur général	Jean-François Leroy
Assisté de	Delphine Lelu, Sandrine Calard
Coordinatrice générale	Christine Terneau
Régisseur	Alain Tournaille
Direction du colloque	Jean Lelièvre
Transcription du colloque	Muriel Simottel
Consultante permanente aux Etats-Unis	Eliane Laffont

RÉALISATION DES SOIRÉES ABAX COMMUNICATION

14, rue du Général de Gaulle - 71150 Chagny
Tél : + 33 3 85 87 61 80 - Fax : + 33 3 85 87 61 81 - e-mail : sa.abax@wanadoo.fr

Réalisation Abax	Thomas Bart, Jean-Louis Fernandez, Laurent Langlois, Emmanuel Sautai
Assistés de	Nadia Dufour, Valérie Sautai, Julien Schaferlee
Iconographie	Cédric Kerviche
Rédaction textes des soirées	Lucas Menget
Illustration sonore	Ivan Lattay
Présentation des soirées	Claire Baudéan & Lucas Menget
Technique	Pascal Lelièvre / Abax (Régie générale) Richard Mahieu/ Top Audiovisuel
Animation des rencontres avec les photographes	Caroline Laurent & Lucas Menget
Interprètes	Shan Benson, Sergio Escamilla, Delfina Genchi, Pascale Sutherland
Traductions écrites	Shan Benson (anglais), Helena Cots (catalan et espagnol), Lila Guha (français), Guillemette Belleteste (français)

Le Festival International du Photojournalisme est organisé à l'initiative de l'association Visa pour l'Image - Perpignan, regroupant la Ville de Perpignan, le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Perpignan et des Pyrénées Orientales et l'Union Pour les Entreprises 66.

Sous le haut patronage et avec le soutien du Ministère de la Culture et de la Communication, ainsi que de la D.R.A.C. Languedoc Roussillon.

Visa pour l'Image – Perpignan 2007 remercie pour leur soutien et leur participation :

- Canon
- Paris Match
- National Geographic
- Choc Hebdo
- Elle
- Photo
- France Info
- France Bleu Roussillon
- Air France
- Ville de Perpignan
- CCI de Perpignan et des Pyrénées Orientales
- Région Languedoc Roussillon

- Fotoware France – e-Gate
- Apple
- Adobe
- Saif
- Objectif Bastille

- Central Color
- Dupon
- e-Center
- Fenêtre sur Cour
- Janvier
- Picto
- Publimod
- Rev'Fix

- Banque Populaire du Sud
- Brasserie Artisanale des Albères
- Cafés La Tour
- Canon France
- Cave des Vignerons de Baixas, Dom Brial
- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers et de l'Artisanat
- Citec Environnement
- Citroën - Tressol Chabrier
- Codisud - Majuscule
- Corporation Française de Transports
- Confiserie du Tech
- Créapolis
- JC Decaux
- Echa's "partenaire Entrepouse - Mills"
- E. Leclerc
- Espace Aquatique de Perpignan
- Fnac
- France Agence Immobilier
- France Telecom
- Galeries Lafayette
- L'Indépendant - Midi Libre
- La Caisse des Dépôts et Consignations
- La Poste des Pyrénées-Orientales
- Les Dragons Catalans
- Les Flamants Roses
- Mitjavila
- Nicolas Entretien
- People Attitude
- Prodware
- Puissance i
- Radio Flaixbac
- Republic Technologies
- Sncf
- Tsr Communication
- Veolia Environnement
- Vignerons Catalans en Roussillon